



BELGIQUE - BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

N° d'agréation P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, juil. / août 2007
N   73 - 3,00   

ASBL -    N   dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

Une présidence nouvelle pour la
France p. 2

Cet air frais qui vient de France
/ J. Rogissart, pp. 2-3

La dette des Wallons et la France
/ A. Laurant, pp. 4-5

La Belgique francophone,
quel avenir ? / J. Liénard, p. 6

Autres pays, autres m  eurs...
de campagne / S. Rytt, pp. 7-8

Le Festival des Sables d'Olonne
/ J. Erler, p. 9

Snipers contre la Wallonie...
/ R. Collignon, p. 10

Nous avons lu / B. Coune, p. 11

Billet sur la Francophonie
/ P. Bertrand, p. 12

Jeux, p. 13

Petite chronique de la langue française
/ P. Mélot, p. 14

Quand l'amour filial se vit à
deux niveaux... / Oculus, pp. 15-16

Les trois maux incurables de la Belgi-
que (J. Gheude) / B. Coune, p. 17

  chos de France
/ C. Opassich, J. Liénard, pp. 18-19

  chos de Flandre / J. Goffin, pp. 19-20

  pingl   dans la presse
/ J. Liénard, M. De Middel  er,
J. Rogissart, pp. 20-23

Encart
La Nouvelle Wallonie Libre
/ J. Rogissart, pp. 1-4

Les articles n'engagent que leurs auteurs



Une présidence nouvelle pour la France

Après une longue et passionnante campagne, la France s'est choisi, le 6 mai dernier, un nouveau président.

Que pourrions-nous dire de plus, ou de mieux, sur les candidats et leurs programmes que la presse et les sondages n'aient pas révélé, commenté, prophétisé? Notre grain de sel y changerait-il quelque chose? Madame Royal, sortie du rang avec brio et rassembleuse de la gauche, a nourri les espoirs d'une large minorité de Français avant de s'incliner au second tour. Monsieur Sarkozy, servi par un entregent exceptionnel et champion élu par une majorité de droite, réalise ainsi son ambition personnelle au service de la France. En son âme et conscience et sans intermédiaire, le peuple français a tranché : quelles que soient les positions individuelles de nos collaborateurs, son choix sera le nôtre.

De l'autre côté de la frontière — d'État mais non de culture et de cœur — nous, Wallons allons, comme tout le monde, observer les faits et gestes du nouveau chef de la République et de l'équipe ministérielle. Nous ne nous abstiendrons pas de réagir. Nous ne nous abstiendrons pas de nous manifester à lui. Comme son prédécesseur, le nouveau président sera tenu informé, par le canal de la revue *Wallonie-France*, des pensées, aspirations et actions des Wallons désireux de rejoindre la République. La Présidence française sait que notre revue est la seule, traversant les divers courants politiques belges, qui prône le retour de la Wallonie dans la République.

Par l'intermédiaire de notre revue également, nous saisissons l'occasion que nous offre l'élection présidentielle pour adresser un message de sympathie aux Françaises et aux Français qui, s'unissant à nous dans nos colonnes, nous apportent leur regard et leurs précieuses informations. Nous les en remercions chaleureusement.

Pour ce quinquennat qui commence, nous souhaitons à la France de tourner résolument mais paisiblement la page d'une certaine morosité issue de la statique ère précédente. L'espèce d'auto-dénigrement, dans lequel elle a barboté et semblé stagner ces douze dernières années, nous a inquiétés. Ses atouts, pourtant, sont nombreux et de qualité. Elle le sait, même si elle en doute parfois. Les nôtres, complémentaires aux siens, sont appréciables. À nous de les faire valoir. À elle de les distinguer.

Vive notre République ! Vive la France !

La rédaction

Cet air frais qui vient de France

Jacques Rogissart

La France a choisi son Président, au terme d'une campagne remarquable d'intensité, de qualité et de moralité où les projets des deux finalistes s'offraient aux électeurs avec une limpide franchise. Oui, la Politique, avec une majuscule, était de retour, nettoyée des artifices de la pensée unique. Droite contre gauche, a-t-on dit. Peut-être, mais loin du manichéisme d'antan et avec une ligne de partage sensiblement déplacée, comme l'exigeait la demande de la nation. Le candidat de droite avait répudié le diktat du marché, la candidate de gauche s'abstenait des simplismes du schéma périmé de l'archéo-progressisme. Au-delà et au-dessus des fatras idéologiques du passé, des fortes convergences dans la définition des problèmes, avec toutes les modulations nécessaires à l'intérêt et à la beauté de la route, dans les propositions de solution. Quel bonheur pour la raison d'entendre à nouveau parler, en termes neufs mais avec des pensées valables pour tous les temps, de l'État, de la patrie, de la justice et de la pacification sociales, de la direction de l'économie ! Quelle joie d'entendre répudier implicitement l'Europe asphyxiante des néolibéraux au profit d'une Europe "qui protège" et écoute

"la colère des peuples" pour l'un, qui apporte la cohésion sociétale et la protection vitale pour l'autre ! Quel réconfort de voir enfin mettre la sécurité à sa juste place dans un plan de gouvernement !

J'ignore si le vainqueur tiendra ses promesses. Je constate en tout cas qu'il a envoyé l'extrême droite dans les cordes en regardant en face des réalités qui crèvent les yeux, mais qui font ciller ceux des pense-petit — et de travers — qui préfèrent contempler le monde avec les lunettes de Walt Disney.

Honneur aussi au courage malheureux, mais porteur d'avenir, de Mme Ségolène Royal ! Elle a foulé aux pieds les tabous de la social-démocratie en ramenant les symboles nationaux au centre du débat, en réclamant une Europe bien différente de celle adulée par l'appareil de son parti et en tenant un langage énergique sur la sécurité. Si les "éléphants" ne la piétinent pas, la question reste malheureusement ouverte, elle sera pour la République une de ces forces en réserve dont a besoin une saine démocratie. Sa performance illustre en tout cas une tendance lourde de l'évolution >>>

politique que la grisaille de la nôtre masque encore aux Wallons : tels qu'ils sont, les partis sociaux-démocrates sont devenus inutiles. Rongés par l'esprit de Maastricht, privés de leurs mythes anciens, fermés aux idées neuves et béants aux fulgurances de la mode, ils sont même incapables de protéger les conquêtes sociales de leurs grands ancêtres. Au risque de fatiguer le lecteur, oserai-je répéter ce que j'ai tant de fois écrit ? La véritable progression, de nos jours, est inséparable du patriotisme. Les socialistes doivent se muer en jacobins ou se racornir dans la sénescence doctrinale. Mme Royal l'a parfaitement compris et elle a su remémorer à ses amis la pensée authentiquement révolutionnaire que porte la Mar-seillaise.

La patrie ! Jusqu'à ce qu'ils redécouvrent que la France est la leur, les Wallons n'en ont pas. La Belgique est le succédané fade et délétère que leurs grands partis les invitaient à révéler. Ectoplasme flou d'un fatras d'idées mortes, elle épuise stérilement les nerfs des hallucinés. Il n'est que de voir où nous en sommes et où en est la Flandre pour mesurer ce qu'apportent respectivement l'absence et l'ardeur d'une conscience nationale. S'ils n'étaient qu'entre eux, comme il serait facile aux potentats francophones de s'entendre sur les combinaisons post-électorales ! Impuissants à faire rêver, incapables de changer la vie, entravés par une eurocratie qu'ils encensent, ils en sont réduits à nous asséner, chacun avec les accents qui lui sont propres, le matérialisme plat de leur message.

Il est encore un fait à épingle dans l'élection présidentielle française et celui-là n'a rien de réjouissant : c'est le succès relatif de M. François Bayrou, heureusement non confirmé aux législatives, qui revendique fièrement la direction du "centre". Je n'entends pas flétrir par ce vocable une famille politique, somme toute honorable, de gens dont les devanciers se disaient jadis "républicains modérés, mais pas modérément républicains". Ce dont se revendique M. Bayrou est un simple avatar de la pensée unique, servie sous l'aimable apparence de l'équanimité, mais avec tous les poisons d'un néo-libéralisme dont il ne voit peut-être pas les conséquences, mais dont il plante les graines dans le terreau de l'europhilie. Au temps de Jean Lecanuet (vers le milieu des années 1960), Gabriel Metzner dénonça dans ce genre de personnage le "chancre mou" qui dévore l'énergie et ôte toute noblesse à l'action politique (1). Est-il besoin d'ajouter qu'il prépare aux pirouettes et aux revirements du protagoniste principal ? Eh bien, c'est le modèle que veulent copier, de leur propre aveu, les brasseurs de n'importe quoi que sont Mme Milquet et M. Maingain. Ils s'y sont reconnus. Sachons les y reconnaître nous aussi.

Mais au fond, n'est-ce pas notre régime électoral qui engendre des campagnes sans relief, suivies de reniement de programmes déjà plus fondés sur les règles de la publicité que sur la rigueur des idées ? La représentation proportionnelle oblige à marier la carpe et le lapin dans la cuisine gouvernementale. C'est un réducteur d'honnêteté politique, une matrice de mensonges à l'électeur. Le scrutin majoritaire favorise les majorités cohérentes et met les vainqueurs devant leur responsabilité sans partage dans l'exercice du pouvoir.

On peut les évaluer d'après leurs actes après avoir jugé leurs discours. C'est toute l'histoire de la disgrâce de M. Blair et c'est ce qui a fait l'éclat, tant envié chez nous, de l'affrontement Sarkozy-Royal.

Le système majoritaire n'est vraiment démocratique que s'il assure l'égalité des conditions de départ à tous les concurrents. Cette fois, la condition était remplie en France. En Belgique, le régime actuel ajoute à ses tares d'entretenir implicitement le quasi-monopole des partis de gouvernement, richement dotés par ailleurs, dans la diffusion de l'information politique. Jusqu'ici, seules les formations écologistes et, plus anciennement, le FDF, ont réussi à pénétrer durablement à l'intérieur du périmètre. De quelque manière que l'on juge leur réponse à la forte demande qui les a fait naître, leur cas donne une indication à retenir : on ne fait passer des idées neuves dans les masses qu'en se branchant sur les besoins de celles-ci. Le réunisme politique doit descendre des hauts sommets de l'abstraction pour répandre sa richesse doctrinale sur les terrains où les gens remuent leurs soucis et les espoirs de leur vie.

En attendant, tous les observateurs ont relevé le contraste entre l'intérêt suscité à Bruxelles et en Wallonie par la course française à la Présidence et l'atonie face au grenouillage des partis belges. Ils oublient de dire que cette atonie était déjà très perceptible à la fin des législatures précédentes. C'est justement le contraste qui a éclairé ses contours. Il a suffi que les deux candidats majeurs de l'Hexagone répudient le langage creux et au fond semblable d'un Chirac et d'un Jospin pour faire vibrer la fibre nationale et en tirer des accents qui ont réveillé la nation. Rien de tel chez nous où les formations du Système sont en proie au même désir de les conserver et n'imaginent même pas de gouverner très différemment l'un de l'autre. Mais quelque chose a quand même changé grâce à la France : notre population a pris pleinement conscience qu'elle était frustrée d'un vrai choix et, comme à tous les carrefours de son histoire, elle a lu l'avenir dans le cristal de sa voisine. N'en doutons pas : les illusions belgeoises se dissipent une à une. Un bon sujet de société achèverait de stimuler nos aspirations républicaines, les seules qui méritent l'étiquette de nationales.

Faute de grives, hélas, les francophones du royaume ont dû manger des merles pour se rapprocher un peu de la satiété. M. Reynders a délicatement tenté de chausser les bottes de M. Sarkozy tandis que Mme Milquet épinglait, non sans abus, l'image de celui-ci au centre où elle prétend se situer. Péchés somme toute véniels de politiciens en quête de principes de victoire. En cette occasion, on préférera le mutisme du PS sur Mme Royal : la comparaison eût été vraiment outrée. Mais on ne pourra oublier une autre grande différence avec la France : les partis traditionnels consolident le *statu quo* barricadant le Système contre toute nouveauté. C'est de bonne guerre ? Oui. C'est consternant pour la Wallonie ? Encore oui. ■

(1) Dans un article de *Combat* dont je regrette de n'avoir conservé le texte, ni la référence. C'était un chef-d'œuvre de la littérature pamphlétaire française.

La dette des Wallons et la France

Adrien LAURANT

Dans *Le Vif/L'Express* (18-24.05), Isabelle Philippon a relaté, en p. 28 et suiv., sous le titre «*La France, seul salut pour la Wallonie*», l'entretien très intéressant qu'elle a eu avec François Perin et Paul-Henry Gendebien. On peut y lire le texte suivant : «*Après l'intégration de la Wallonie (...) à la France, la dette (publique) de l'Hexagone n'augmentera que de 20%*». Les lecteurs de *Wallonie-France*, même ceux qui n'ont pas "fait math-sup", sont à coup sûr suffisamment fûtés pour savoir d'emblée que ce chiffre de 20% est beaucoup trop élevé. Et, de fait, dans sa livraison suivante, l'hebdomadaire apportait un rectificatif fort discret : il fallait lire «*2%*» !

Cela dit, cette mise au point est-elle pour autant superflue ? Pas sûr. Car il se trouve toujours assez de Cassandre ou de francophobes pour tirer argument de cet incongru «20%» et dire que, dans de telles conditions, jamais la France ne voudra de nous. Mais, pour autant, voudra-t-elle de nous si, malgré tout, notre arrivée dans l'Hexagone provoque une augmentation de 2% de sa dette publique par habitant ? Et puis, tout compte fait, d'où viennent ces 2% ?

La réponse n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. La dette publique avec laquelle partiront les Wallons au moment de l'éclatement du petit royaume sera forcément basée sur un principe général admis par les parties. Il est difficile d'imaginer quelque argument politique que ce soit pour que la dette relative s'écarte des extrêmes donnés par deux formules que nous allons examiner ci-dessous. Nous utiliserons les chiffres de 2004, année pour laquelle on peut considérer ceux-ci comme définitifs.

Deux formules extrêmes appelées ici A et B.

La formule A — Elle consiste à partager la dette publique au prorata de l'apport de chacune des trois régions dans la production du PIB belge. Il est aisé (1) de démontrer mathématiquement que, suivant cette formule de partage de la dette belge, le rapport de la dette d'une région quelconque sur son propre PIB est le même que la dette publique relative de l'État lui-même. Il s'ensuit donc que les dettes publiques respectives de chacune des régions par rapport à leurs PIB respectifs sont toutes égales entre elles.

Prenons l'exemple concret de 2004. Cette année-là, la dette publique était égale à 95,6% du PIB belge. Retenons ce chiffre (et signalons aussi que, en ce printemps 2007 — soit trois ans plus tard — la dette belge «serait» de l'ordre de 87,5% du PIB !). La Wallonie, en 2004, apportait 23,6% du PIB belge alors qu'elle représente 32,55% de la population. Dans la *formule A*, la Wallonie supporterait donc 23,6 % de la dette belge, le reste (76,4%) étant évidemment supporté par la Flandre et par Bruxelles. La Wallonie aurait alors une dette de 95,6% par rapport à son propre PIB ; mais Bruxelles et la Flandre auraient également une dette relative de 95,6% par rapport à leurs PIB respectifs.

La formule B — Elle consiste à partager la dette publique belge au prorata des masses démographiques respectives.

Puisque la Wallonie comporte 32,55% de la population belge, elle supporterait donc aussi 32,55% de la dette publique, ce qui nous mettrait loin, quand même, des 23,6% de la formule A.

Tableau 1 - (Année de référence : 2004)

	PIB (millions \$)	DETTE	
		% du PIB	Valeur (millions \$)
BELGIQUE	309 011	95,6	295 414
FRANCE	1 724 625	65,6	1 131 354
WALLONIE	72 927	(*)	(*)

* : dépend de la formule de partage de la dette belge — les données de références sont toujours exprimées en dollars (\$).

Le corps politique francophone comptera bien, évidemment, faire appliquer la formule A. Mais Bruxelles n'appréciera pas du tout. C'est à ce moment-là que l'on fera la distinction entre "solidarité politique Wallonie-Bruxelles" et "solidarité économique". Les condescendants ne sont pas nécessairement ceux que l'on croit. Car le PIB bruxellois est "théoriquement énorme" ; il est tellement énorme qu'il pourrait valoir à la métropole paradoxale de devenir sans tarder un paradis fiscal, au besoin contre la volonté de ses chefs politiques les plus sociaux.

En ce qui concerne les Flamands, moins crispés que jamais, il n'est pas du tout certain qu'ils plaideront ou qu'ils plaideront longtemps pour une formule qui donnerait une charge située entre les deux valeurs extrêmes. Tout donne à penser actuellement que la formule sur laquelle les deux communautés pourraient se mettre rapidement d'accord sera la "formule A". Naïveté d'un Wallon ? Pas du tout. Plusieurs arguments militent en faveur de cet *arrangement*.

1° Il faut bien se rendre compte que, pour la Flandre - et contrairement à la Wallonie et à Bruxelles, mais en sens inverse — la formule A ou la formule B donnent des valeurs assez voisines : 95,6% et 98,7% de son propre PIB (encore en 2004).

2° Il est de plus en plus clair que le premier éclatement de la Belgique serait rapidement suivi d'un second : le départ de la région germanophone (2 et 3). Il serait de mauvais aloi pour celle-ci d'être embarquée, fût-ce pour un temps court, dans les choix politiques majeurs que la Wallonie serait contrainte de faire. La Région wallonne éclaterait donc à son tour. Ainsi, les 70.000 germanophones mettraient eux-mêmes enfin un terme à l'annexion territoriale de 1920, enfant tardif de concepts géopolitiques d'un autre âge. Ayant été les seuls sur la façade occidentale de l'Allemagne (à part la Sarre pour laquelle la solution démocratique est intervenue depuis belle lurette) à être injustement punis voici 90 ans, ils retourneraient sur leurs chaussettes dans leur vraie patrie, abandonnant de grand cœur et sans tapage les privilèges politiques >>>

exorbitants dont ils ont bénéficié pour prix du silence et devenant l'un des plus petits Länder de la République fédérale. Ils montreront à la Wallonie un bon exemple du "regroupement familial". Et, pour ce qui concerne le règlement de la dette belge, les germanophones belges seraient des alliés de la Wallonie, puisqu'ils ont un certain intérêt à partir — en deux étapes — avec le moins de dette possible. Mais il faut bien reconnaître que leur "participation à la dette", quelle que soit la formule retenue, ne coûterait, à leurs "nouveaux-anciens compatriotes" qu'un peu plus de mousse dans une seule bière.

3° La Flandre aurait belle allure de pouvoir dire, à la face du monde, qu'elle épargne à la Wallonie de supporter une dette qui l'écraserait. Et ce serait vrai. Elle satisferait ainsi au droit international qui voudra que les parties qui composent la Belgique (Wallonie, Bruxelles et Flandre) se retrouvent, après séparation, avec une même charge relative de la dette. Actuellement, la dette relative belge baisse principalement parce que le PIB augmente. Et la Wallonie n'y contribue qu'à hauteur de 23,6%. Il doit donc en aller de même après séparation.

Et la France dans tout ça ?

À présent que nous avons tenté quelques perspectives politiques, voyons, par l'examen des tableaux 1 et 2, si la mariée France serait vraiment trop belle pour nous.

Tableau 2 (chiffres de 2004)

	WALLONIE	FRANCE	WALLONIE + FRANCE
PIB (millions \$)	72 927	1 724 625	1 797 552
Dette — selon formule A pour la Wallonie (millions \$)	67 945	1 131 354	1 199 299
Dette — selon formule B pour la Wallonie (millions \$)	98 472	1 131 354	1 229 826
Nombre d'habitants (millions)	3,363	60,3	63,663

Dans ce but, calculons, d'abord par rapport au "nouveau" PIB, français (α), l'impact des deux dettes extrêmes possibles que les Wallons emporteront dans leurs bagages. Nous examinerons ensuite l'impact des deux dettes extrêmes possibles sur la "charge par habitant" dans la France qui englobe les Wallons (β).

(α) Nouvelle dette française par rapport au "nouveau PIB".

Dans le tableau 2, on peut lire les *nouvelles dettes*, suivant les *formules A ou B*. Rapportées au PIB de *Wallonie + France*, ces deux sommes deviennent respectivement 66,7% et 68,4% du PIB de *Wallonie + France*. Or, toujours en 2004, la dette française par rapport à son PIB valait 65,6%. Les différences sont donc de 1,1% (*formule A*) et 2,8% (*formule B*).

Nous avons montré, ci-dessus, que, dans les prévisions, il valait mieux privilégier la *formule A*, celle qui, ici, donne une augmentation de 1,1% du PIB. En outre, quoiqu'il eût été préférable d'arriver en France avec une dette faible, il convient de relativiser ces 1,1 et 2,8% d'augmentation de dette par rapport au PIB. À cet effet, voici dans le tableau 3 ci-dessous quelques chiffres repères qui concernent la France. On voit notamment que, en 25 ans, la dette française a augmenté de près de 46%. Décidément, le corps politique se ressemble au-delà des frontières puisque, même lorsque la croissance

Années	1980	1990	2001	2002	2003	2004
Dette publique	19,8	35,1	57,3	59,5	63,9	65,6
Déficit public	-1,7	-3,8	-2,2	-3,4	-3,9	-3,6
Croissance écon..	2,4	2	1,8	1,2	0,5	2,3

Tableau 3

n'est guère au rendez-vous, il distribue emplois et allocations et diminue les impôts (à l'approche des élections). Nous n'avons dès lors pas trop de complexes à faire avec notre 1,1% ou même l'improbable 2,8%.

La Belgique, dans les années '80, s'est offert des déficits publics à deux chiffres, ce qui a produit une dette publique qui a atteint 139% du PIB ! Un record mondial, peut-être. Depuis plusieurs années, nous entendons, chaque fois à l'occasion de la fixation du budget, clamer bien haut la vertu de notre cher petit pays qui présente des budgets en équilibre, c-à-d. avec un déficit nul ou même avec boni. Hélas! ce n'est pas par vertu mais par contrainte, puisque le traité de Maastricht nous invite à redescendre de nos sommets enneigés pour atterrir en douceur à 60% du PIB. Heureuse coercition qui a pour effet de diminuer automatiquement notre dette relative en augmentant, surtout grâce à la Flandre et à Bruxelles, la valeur du dénominateur : le PIB. De même, la France assure une croissance de son PIB. Il s'ensuit que les chiffres de 1,1% et 2,8% sont assez pessimistes par rapport à la situation actuelle en cet été 2007.

(β) Nouvelle dette française par habitant

Revenons à nouveau aux deux valeurs extrêmes de dette que nous emporterons dans notre valise mystère en arrivant en France. Grâce aux données du tableau 2, on obtient sans peine la *nouvelle dette* par habitant : 18.857\$ ou 19.336\$ suivant le choix de la formule (A ou B), alors que la dette de la France par habitant, toujours en 2004, était de 18.762\$. On observe donc une augmentation de la *dette par habitant* de 95\$ et 574\$, soit une augmentation relative de 0,50 % (*formule A*, la plus plausible) et 3,06% (*formule B*). L'augmentation de 0,5% (ou 95\$), cela s'appelle des "clopinettes". De plus, pour les raisons déjà évoquées, ces chiffres ont certainement diminué de façon sensible depuis 2004. Dire, comme Michel Charasse, faute de calculatrice peut-être, que la Wallonie est trop pauvre pour être intégrée à la France est de la bêtise ordinaire. Certes notre économie, notre part de dette publique ou la question des transferts Nord-Sud sont réhivitoires pour nous autoriser de penser à vivre seuls. Mais, ce que la Flandre peut (pouvait) faire pour nous sans handicaper sa prospérité, la France, cette grande puissance mondiale, le pourra plus facilement encore ; c'est une litote. «Wallonie sans frontière au sud», c'est notre rêve, c'est notre passé et notre avenir, pour le meilleur et pour le pire. Waterloo et les Anglais ont tout cassé. Maintenant, il faut tout refaire, dans la prospérité ou dans l'adversité.

(1) Voir la démonstration dans: LAURANT Adrien - Drèze à table, *Wallonie-France*, Liège, 2005, 60, 14:15.

(2) MÉLOT Pierre - Les Cantons belges d'Eupen et de Saint-Vith sont-ils pris dans les rets allemands? *Wallonie-France*, Liège, 2006, 66, 4:5.

(3) MÉLOT Pierre - La communauté germanophone prochainement à la croisée des chemins? *Wallonie-France*, Liège, 2006, 67, 4:5.

La Belgique francophone, quel avenir ?

Le 24 avril dernier, la fédération des étudiants de l'Université de Liège avait invité à débattre sur ce thème : Mme Christine Defraigne (MR), MM. Francis Delpérée (CDH), José Happart (PS), Eric Jadot (ECOLO), Gilles Vanden Burre (B+) et Yves Pierlot (RWF). M. Jean Rosoux était le modérateur (1).

Précisons d'emblée qu'à quelques nuances près, les représentants des partis traditionnels, sauf un, ont tenu un même discours belge sous le regard désabusé du créateur de l'université, Guillaume Ier, roi des Pays-Bas.

Mme Ch. Defraigne, qui croit en un fédéralisme d'union, s'emploiera surtout à simplifier les institutions de la Communauté française, estimant que 3 ou 4 parlements sont un luxe inutile face à la Flandre qui a fusionné Communauté et Région. Enfin, elle défendra les droits des francophones de la périphérie bruxelloise.

M. Delpérée se veut confiant, car, en bon constitutionnaliste, il rappelle la nécessité d'avoir une majorité des 2/3 pour remanier la Constitution (ndlr : le

sénateur CDH n'a, semble-t-il, pas fait allusion à la proposition du CD&V de ramener cette majorité des 2/3 aux 3/5, soit passer de 100 voix parlementaires à 90. Toujours ça de gagné !). Pour lui, toucher à la Sécu, c'est démanteler un des piliers de l'État; s'il n'y a plus égalité des droits sociaux, c'est l'existence du pays qui est menacée. En effet !

On remarque encore la totale unité de pensée entre les porte-parole d'Écolo et de B+ qui, par de vifs hochements de tête, approuvent leurs interventions respectives en faveur du statu quo institutionnel.

Heureuse surprise toutefois lorsque M. Happart avoue ne pas avoir d'états d'âme en cas de départ des Flamands parce qu'il a pleine confiance dans les Wallons. De plus, il estime que dans les 20 prochaines années, l'Europe va connaître de profondes transformations qui amèneront les jeunes à être d'abord des citoyens européens.

José Happart insiste aussi sur l'impérieuse nécessité pour les jeunes Wal-

lons de bien connaître leur langue maternelle, c'est-à-dire le français.

Yves Pierlot reprend les motivations principales des réunionistes: les Français et les Wallons ont en partage la même langue et la même culture, sans oublier d'importants intérêts économiques communs. D'autre part, les réformes successives des institutions belges ont débouché sur un fédéralisme de plus en plus bancal que les actuelles revendications flamandes vont encore fragiliser (cf. les récentes déclarations insultantes à propos des Wallons). Certes, réunie demain à la France, la Wallonie sera la 23e région par ordre d'arrivée, mais se classera dans le peloton de tête.

Après le débat, près du buffet, certains intervenants des partis traditionnels ont, en confiance, fait part de leurs doutes quant à l'avenir de la Belgique. Ce double langage n'étonnera guère nos lecteurs.

J. L.

(1) La mauvaise acoustique de la salle académique a rendu quasiment inaudible une bonne partie des interventions.



Recherchés ? Oui, mais pour leurs compétences particulières à gérer leurs partis et accessoirement la Wallonie. D'ailleurs, les électeurs ne s'y sont pas trompés et, le 10 juin, ont remis en selle ces champions de l'unité du pays.

Rappelons quand même aux citoyen(ne)s au cœur francophile qu'en pleine tourmente de l'élection présidentielle, on a vu : Tricky Elio se déplacer à Lille pour apporter son vif soutien à la candidate du

PS, Ségolène Royal ; Kid Didier faire un saut de puce jusqu'à Paris, le 6 mai, pour prier Nicolas Sarkozy de croire en sa parfaite amitié libérale ;

Calamity Joëlle ne pas hésiter à aller en République pour encourager son "frère en extrême centre", François Bayrou.

Hasards du calendrier, m'ont fait savoir des amis haut placés, soulignant que les voyageurs susdits se rendaient tout autant aux Pays-Bas, en Allemagne, etc. Ouf ! nous voilà rassurés ! Il n'y a aucune préférence pour un pays particulier.

Quant à *ex-Big Louis*, à peine revenu de l'accueillante Europe pour sauver sa petite patrie en détresse, qui aurait-il pu rencontrer sur les rives de la Seine ?

J. L.

Wallonie-France est la seule revue d'information et de réflexion pluraliste qui prône le retour de la Wallonie dans la République française

PRIS SUR LE VIF

Autres pays, autres mœurs... de campagne

Quelque part en Belgique. Un beau soleil de mai se lève sur le coin de verdure qui embellit ma rue. Face à l'école toute proche, une série de panneaux grisâtres à peine décroulés de résidus d'anciennes affiches attendent depuis hier, côte à côte. Attendent qui ? Les escadrons placardeurs et rivaux que la campagne électorale va bientôt déverser sous mon balcon.

— Ah, ne bougeons pas derrière notre rideau : un break un peu dépoli aux vitres couvertes de faciès souriants vient d'éjecter quatre solides gaillards à casquette munis de leur petit matériel et des rouleaux de papier bigarré qui sont le propre (façon de parler !) des "colleurs" patentés. Les seaux gluants à peine posés au pied des panneaux, les longues brosses dégoulinantes entrent en action. Une, deux, trois, ... trente affiches où le rouge domine couvrent aussitôt toute la rangée de panneaux. Bigre, me dis-je, voilà un parti qui ne manque pas de moyens ! Ni de main-d'œuvre ! Les adeptes du rouge disparus, je parcours les visages encore tout humides et luisants qui me regardent au fond des yeux : quelle fraîcheur, tous ces quinquas ! Moi qui ai quarante ans à peine sonnés, je me sens subitement presque un vieillard à côté de ces fringants candidats. Et que de jolis minois ! La parité a du bon ! Je voterais bien pour cette chevelure on-doyante couleur de blé. Ou pour ces fossettes prometteuses...



Tourmenté par ce cruel dilemme citoyen, je m'écarte de la fenêtre et retourne à mes activités. Cinq minutes ne se sont pas écoulées que des claquements de portière me rappellent à mon poste d'observation. Deux jeunes gens en jeans viennent de s'extraire d'une Smart qui s'est innocemment rangée le long des panneaux. Coup d'œil rapide sur l'ouvrage encore frais, puis, après une brève concertation, ils se dirigent chacun vers une extrémité des panneaux et, se rapprochant l'un de l'autre le plus tranquillement du monde, se mettent, du bout des doigts, à rendre à l'ensemble... sa virginité primitive. Quand soudain, tout s'arrête. Manifestement pris de pa-

nique, notre duo de profanateurs s'enfuit à toutes jambes dans des directions opposées : revoilà le break aux faciès souriants. Une longue expérience d'afficheurs en campagne l'a enseigné à ses occupants : rien de tel qu'un demi-tour inattendu pour faire respecter son travail ! On ne reverra plus de la matinée les deux jeunes audacieux. Quant à la Smart abandonnée à elle-même, elle attendra des temps plus sûrs pour voir réapparaître son propriétaire...

L'œuvre abîmée ayant été reconstituée au mieux (et les débris visqueux laissés aux bons soins des balayeurs...), la matinée se passe sans autre incident ni placardage nouveau. Sur le coup de 14 heures apparaît un piéton au crâne rasé poussant un landau dont il tire quelques affichettes portant deux grandes lettres noires sur fond tricolore. Bien que les panneaux soient surmontés de numéros attribués à chaque parti (ce qui — je l'ai remarqué — est loin d'être le cas partout), le nouveau venu, après avoir promené ses regards autour de lui, s'applique à recouvrir systématiquement un panneau sur deux. Un amateur d'effets visuels ! À moins qu'il ne s'agisse d'un petit budget...

Le reste de l'après-midi est plus mouvementé encore, réduisant à quelques minutes seulement la durée de vie des alternances "picturales" voulues par le colleur solitaire. Passe après lui un trio assez discret qui, sans doute contraint à l'économie, remplit de grands numéros rouges complétés d'une simple exhortation les vides laissés par son prédécesseur. Lui succèdent deux personnages dont l'un colle pélemêle quelques affiches bicolores affirmant "qu'une autre politique est possible". Une accalmie ? Pas du tout. Peu après 15 heures, une escouade de jeunes gens — garçons et filles d'une gaieté tapageuse — débarquent d'un monospace de marque américaine et, s'esclaffant un instant devant les bobines de la concurrence, en un clin d'œil retapissent le tout de bleu. Plus un poil de rouge ni de quoi que ce soit d'autre sur les panneaux ! Puis, sans un regard pour le travail accompli, chacun repousse sa chacune dans le gros véhicule qui démarre en trombe, abandonnant sur place un seau rutilant encore rempli de sa bouillie tapissière. Machinalement, je dévisage les nouvelles têtes : honnêtement, les tronches bleues ne sont guère différentes des bouilles rouges, hormis une palette de teints plus nuancée dans le camp des rouges...

Vers 19 heures, revenant un moment à mon balcon, je n'en crois pas mes yeux : le bleu a viré à l'orange ! D'un bout à l'autre ! Qui a fait cela ? Le Saint-Esprit sans doute. Mais pas tout seul... S'y sont mis avec lui quelques acolytes qui espèrent sans doute gagner ainsi leur paradis le soir des élections. Somme toute, en matière d'affichage électoral, les mêmes doctrines ont cours dans toutes les chapelles idéologiques : collez, collez, il en restera toujours quelque chose ! Il ne manque plus que le vert, observe ma femme. C'est sans doute pour demain, lui dis-je, un peu étonné devant l'absence de cette couleur.

>>>

22 heures. Couvre-feu électoral oblige, plus personne autour des panneaux. Et toujours pas de vert dessus. Je compte un peu sur les supporteurs de cette teinte printanière, demain sans doute, pour respecter les "couloirs d'affichage" et donner l'exemple de l'ordre, de la sobriété et de la propreté. Mais ne suis-je pas trop optimiste ?

— Peut-être, risque ma femme, qui ajoute, comme pour prévenir toute déception de ma part : tu sais, vert ou pas vert, ça ne change pas grand-chose à l'affaire. Le respect des consignes, c'est plutôt une question de culture citoyenne. Tu as bien vu, lors des dernières élections présidentielles, comment les choses se passent en France ? Dans chaque commune, de la plus petite à la plus grande, la mairie applique scrupuleusement le décret interministériel : un panneau par candidat, ni plus ni moins, surmonté de son numéro. C'est la règle. Et pas question de déborder chez le voisin ! La réaction serait probablement immédiate... Ni d'afficher ailleurs que sur les panneaux installés par la mairie ! Ainsi, chacun y trouve son compte. Le folklore y perd un peu, c'est entendu. Mais les frais de campagne restent mesurés. C'est tout bénéfice pour les finances des candidats. Et pour l'environnement.

— Tu as raison, ma chérie. J'ai même remarqué qu'entre les deux tours de scrutin, le nombre de panneaux avait été ramené de 12 à 2, partout et tout de suite.

— Tu vois, il ne faut pas désespérer. Il y a de bons exemples à prendre ailleurs. Pas toujours très loin...

Minuit. Ne trouvant pas le sommeil, je reviens goûter la douceur de la nuit sur mon balcon. Tout est calme. Les scènes qui se sont déroulées devant les panneaux me reviennent à l'esprit et je me surprends à philosopher. Curieux comportement que celui de tous ces "colleurs"... Qu'on affiche sa conviction politique, qu'on la défende ou même la glorifie, rien que de très normal en démocratie ! Mais pourquoi aller jusqu'à détruire — et avec quel acharnement ! — l'image de l'autre en l'arrachant, en la maculant ? Pourquoi, plus vicieusement encore, induire l'électeur en erreur en surcollant de faux numéros de liste sur les affiches des concurrents ? Préfiguration d'un désir d'écrasement, d'anéantissement du voisin ? Ne devra-t-on pas, en fin de compte, gérer la "cité" en partenariat ?

Samy Rytt

Complainte d'un colleur d'affiches

(à la manière de R. Kipling : « If... »)

Si tu peux voir sous l'orage le papier gondoler,
et sans dire un seul mot te mettre à recoller ;
Ou voir d'un coup de vent tes affiches partir...
Et sans un geste, sans un soupir, accepter ce martyre,

Si tu peux être seul sous la pluie qui ruisselle,
Si tu peux coller haut sans tomber de l'échelle,
Et renverser ta colle et te sentir trahi,
un pied au fond du seau, l'autre dans le ruisseau, (...)

(...) Si tu peux te priver de dessert, de douceur,
Coller les surcolleurs, surcoller les colleurs
sans être un racoleur,

mais sans laisser jamais ta colle à ces voleurs, (...)

(...) Si tu peux coller vite, sur les ponts, sur les toits,
Et oses placarder la façade du maire,
Sans être, c'est un conseil, ni ivre ni solitaire.
Et si tu es zélé tout en riant de toi ; (...)

(...) Alors les Rois, les Députés, cessant leurs longs palabres
l'affirmeront sincères en étendant leur sabre
"Demain, c'est promis, sans malice, nous raserons gratis"
Et ce qui vaut bien mieux que d'être Roi ou glabre,
Tu seras un militant mon fils.

(Extraits du poème épique de Pierre René Mélon,
la version intégrale peut être obtenue sur commande)

Le demi-Wallon

Qui ça ? Mais lui, Yves Leterme, probablement notre prochain Premier ministre ! « *Ik ben een halve Waal* », a-t-il répondu à Dirk Vanoverbeke. Un demi-Wallon ! Voilà qui va pleinement rassurer les Wallons trop souvent soucieux de sauver le bazar belge et oublieux de l'avis de leur demi-compatriote qui les avait jugés trop bêtes pour apprendre la *moedertaal*.

Le Soir (24.05.07), qui lui a consacré deux pages entières, retrace son cursus scolaire, puis sa carrière politique, marquée par le spectaculaire redressement de son parti, le CVP relégué aux oubliettes en 1999. Fine mouche, il a eu vite compris l'évolution des mentalités dans la Flandre profonde et, quoi-



que social-chrétien, il n'a pas hésité à s'aboucher avec la *Nieuwe Vlaamse Alliantie (NVA)*, petit parti indépendantiste et républicain, alors présidé par Geert Bourgeois. Belle caution morale donnée au Mouvement flamand, on en conviendra. Le calcul était excellent, puisque les électeurs viennent de donner 30% au cartel *CD&V/NVA* et près de 800.000 voix de préférence à son champion, ce qui lui assure une solide avance dans la course au poste de Premier ministre fédéral.

« S'il veut accorder plus d'autonomie à la Flandre, conclut le journaliste, c'est là (au 16, rue de la Loi) qu'il doit officier (...) par austère devoir et pour la Flandre ».

S'il veut ? N'en doutons pas, en Flandre entier, il le veut !

Le Festival des Sables d'Olonne

John Erler

Vendéens et Wallons très proches grâce à Sim...

Pendant ma longue carrière de journaliste, je ne me souviens pas avoir écrit un seul article à la première personne... Normal, je ne parlais jamais de moi ! Mais, cette fois, je suis forcé d'utiliser le « je ». Car je suis directement impliqué dans les lignes qui suivent... Comment ? Pourquoi ? Parce que, pour la première fois, cette année, j'ai été invité au « Festival Simenon » des Sables d'Olonne.

Cette manifestation, que l'on peut franchement qualifier de grandiose, a été créée en 1999. C'était déjà le dixième anniversaire de la mort de Georges Simenon décédé à Lausanne le 4 septembre 1989. Les Sables et toute la Vendée voulaient perpétuer la mémoire du plus grand écrivain liégeois. Il faut dire que Sim a longtemps habité dans le coin. Près de La Rochelle : à Marsilly de 1931 à 1934 et à Nieul de 1937 à 1940. Puis à Fontenay-le-Comte de 1940 à 1942. Et, aux Sables d'Olonne, à l'automne 1944.

Dès lors, Simenon a fait vivre beaucoup de ses personnages en Vendée. Et, singulièrement, aux Sables où Maigret y a passé des vacances pendant que son épouse était opérée d'urgence dans un hôpital local. L'illustrissime romancier y a également situé les malheurs conjugaux du « Fils Cardinaud ». Les Vendéens n'ont jamais oublié cette proximité de Georges Simenon avec eux. Et, du 16 au 24 juin derniers, ils ont organisé leur neuvième festival consacré au « 75e anniversaire de la réussite de Maigret ».

Les mémoires de Maigret

Il y a effectivement trois quarts de siècle déjà que le commissaire n'a cessé de connaître un succès permanent dans l'édition, au cinéma et à la télé. Ce que n'explique toujours pas l'aimable invitation qui m'a été adressée...

J'avais treize ans (en 1956) quand j'ai lu

Maigret pour la première fois. Depuis, je les ai lus tous... à plusieurs reprises. Et pratiquement toute l'œuvre de celui qui m'avait précédé à « La Gazette de Liège » où j'ai travaillé de 1980 à 1990. Le talent de Simenon m'a impressionné et... passionné. Comme le théâtre. C'est pourquoi j'ai réalisé deux adaptations théâtrales créées par le Théâtre Royal de l'Etuve à Liège. Début des années 90, un portait du Commissaire Maigret. Mais, encore et surtout, en 2003, une transposition des « Mémoires de Maigret ». Encore et toujours jouées par l'Etuve, ces mémoires n'ont rien à voir avec une enquête. Le divisionnaire y raconte sa vie. Et c'est le seul Maigret où Simenon n'a pas hésité à se représenter lui-même : des conversations acerbes avec le policier mais franchement aimables avec madame Maigret.

Présent à la création liégeoise de mon adaptation, Michel Carly, l'un des organisateurs du festival des Sables, l'avait trouvée « géniale ». Singulièrement géniale, l'interprétation des comédiens liégeois : Roger Francel (Simenon), Jacqueline Meunier (Madame Maigret) et Yves Haumont (Maigret). Avec moi, ils ont été invités à se produire de nouveau au neuvième festival. Cette volonté de retour du spectacle n'est pas étrangère non plus au fait que le vice-président du festival n'est autre que le Liégeois Jean-Pierre Quinet.

Inter-titre

J'en ai fini avec les « moi » et les « je ». Car la reprise des « Mémoires de Maigret » n'a pas été le seul « événement wallon-liégeois » du Festival Simenon 2007. Comme depuis 1999, la présence de la Wallonie a été importante sur la superbe plage de l'Atlantique. La présence liégeoise encore et toujours. Avec une exposition « la police belge au temps du journaliste Georges Sim ». Grâce à la police de la ville de Liège, on a reconstitué un commissariat de la police liégeoise du temps où Simenon travaillait à la « Gazette de Liège » et où il couvrait pas mal de faits

divers pour son journal. Autre exposition : « 75 ans de la République libre d'Outremer » où grandit le romancier.

Orniprésence aussi d'un autre Wallon, le carolo Michel Carly. Membre du comité d'organisation du festival, il a écrit plusieurs livres sur les sites parisiens et vendéens où Jules Maigret a déployé son énergie. Cette année, il a notamment donné une conférence intitulée « Maigret et Simenon à Fontenay-le-Comte » au château Terre-Neuve de Fontenay-le-Comte. Là où a vécu Georges Simenon.

Enfin, la Communauté française de Belgique n'était pas absente non plus. Au Prieuré Saint-Nicolas des Sables d'Olonne, le Commissariat général aux Relations internationales Wallonie-Bruxelles, en collaboration avec le Centre belge de la Bande dessinée, a monté l'exposition « Filatures et phylactères, le polar dans la BD de Wallonie-Bruxelles ».

Pour encadrer cette présence wallon-liégeoise, des personnalités bien connues chez nous ont également été invitées : William Ancion, délégué de la Communauté française à Paris ; Hector Magotte, ex-échevin de la Culture à Liège ; Lily Portugaels, directrice honoraire de la « Gazette de Liège » ; Jean-Marie Roberti qui assure beaucoup de liens entre le festival et la Cité ardente.

Être invité aux Sables d'Olonne n'est pas banal. Pendant ce neuvième hommage à Georges Simenon, on pouvait notamment y rencontrer : John Simenon ; Philippe de Villiers, président du Conseil général de Vendée ; Régine Deforges, écrivain ; Claude Chabrol et Denis de la Patellière, metteurs en scène, etc. Sans oublier un autre écrivain-historien prestigieux, Gilles Perrault.

Aux Sables d'Olonne, grâce à Georges Simenon, Français et Wallons sont très proches.



BILLET D'HUMEUR

Snipers contre la Wallonie...

Combien de fois n'aura-t-on pas tenté de convaincre les Wallons d'aimer la Wallonie? Cela semble pourtant bien dérisoire à côté de cette avalanche de constats alarmistes, de dénonciations et de dénigrement qui pleuvent littéralement sur la région depuis des années. Ils venaient, jusqu'à présent, le plus souvent de Flandre. Ils se sont faits wallons par la suite, ajoutant le plus souvent la dissonance à une œuvre déjà caractérisée par ses paradoxes. Dans cette surenchère d'avis plus ou moins autorisés, quelquefois sérieux, le plus souvent approximatifs et réducteurs, a fleuri en territoire francophone un genre littéraire un peu particulier : les sarcasmes de francs-tireurs à l'origine indéterminée. Dans le genre, on avait déjà connu le style un peu lourd du superwallon, un style décliné par certains animateurs de la RTBF, en mal d'identité et raillant tout ce qui touche à une Wallonie considérée comme un phénomène folklorique digne de la réserve protégée. Ces brillants humoristes se situent d'emblée dans une sorte de *no man's land* originel qui les autoriserait à un regard condescendant sur ce sud profond et si proche du bar de l'estacade. Ils ne se gênent d'ailleurs pas, à l'occasion, pour se faire carrément insultants, surpassant ainsi les éditorialistes flamands les plus hargneux dans la stigmatisation des tares wallonnes. C'est un créneau dans lequel excella un temps Raoul Reyers raclant le caniveau des poncifs les plus épais et du moindre goût sur une Wallonie mafieuse, faïnée et triste comme ses friches industrielles. Puisque d'aucuns prétendent qu'on peut rire de tout, pourquoi ne pas laisser libre cours à cette géniale imagination ?

C'est manifestement plus grave lorsque l'exercice émane d'un représentant du peuple, d'un politique dont le devoir serait de ne pas dire tout et n'importe quoi. Il en est un qui excelle en la matière, je veux parler d'Alain la provoc, qui se complaît à dresser le tableau d'une Wallonie, bouillon d'inactivité proche de la désespérance de ces banlieues hexagonales où le travail ne se transmet plus de génération en génération. Il y ajoute le couplet du gâchis des années perdues et celui déjà tellement ressassé de la comparaison avec la glorieuse Flandre. Si au moins, on pouvait soupçonner la moindre empathie dans tout cela. Impossible, quand surpassant dans le dénigrement les pires allégations venues

de Flandre et qui nous comparaient à l'ancienne Allemagne de l'Est, il se jette sans vergogne dans la surenchère en nous confondant avec les contrées reculées de l'Est. On peut se poser la question de la finalité d'ouvrages comme ceux d'Alain Destexhe qui n'ont pas plus de portée dans le temps qu'une fusée d'artifice et qui ont autant d'attrait qu'un compte rendu de séance de commission. En dehors d'un récapitulatif de tous les maux wallons, on y trouve un thème désormais bien connu du discours libéral, celui des politiques qui ne veulent plus du politique.

Ainsi, pour le seul nouveau concept avancé dans l'étude du vibrant sénateur — une agence territoriale strictement apolitique et chargée d'une répartition judicieuse des aides européennes, on ferait appel à des managers européens — en plaçant la barre tellement haut que la plupart de nos parlementaires ne satisferaient pas à l'épreuve. Manifestement, la politique est une chose trop grave pour que les politiques s'en mêlent. Et puis, il y a aussi cet appel au regard neuf comme si l'histoire de la Wallonie portait en elle quelques rejets honteux de mal gouvernance, c'est-à-dire de socialisme, qui, bien entendu, ne l'ont, jusqu'à présent, amenée qu'à des impasses. À quand l'ouvrage qui nous montrera comment pas moins de huit ministres-présidents wallons, dont votre serviteur ont employé, avec leurs gouvernements, tout leur zèle à maintenir la Wallonie dans un état léthargique.

Qu'il s'agisse de l'humour à géométrie variable de certaines émissions de la chaîne publique sévissant à des heures de grande écoute ou qu'il s'agisse des incantations répétées du dénonciateur en titre du mal wallon, le procédé a tout du tir de snipers qui le plus souvent jouent à ne plus connaître leur origine et parlent de la Wallonie et de ses aléas comme d'une réalité lointaine.

C'est par un «*Ik ben van Luxembourg*» rageur que Brel disait sa honte d'un pays à partager avec les flamingants. Eux, ils pourraient dire: «*Ik ben de n'importe où sauf de Wallonie*» comme on pourrait éprouver de la gêne à s'afficher avec un cousin de province un peu godiche.

Robert Collignon

APRÈS LA FLANDRE
UN AUTRE PAYS
"ÉTRANGER"!



Avouons-le, *Le Soir* n'a pas lésiné sur les moyens ! Il a consacré, à la campagne présidentielle française, une place de choix. À épingler : le n° spécial de 40 pages publié le mercredi 2 mai et intitulé *LE SOIR de France*. Tout un programme !

La rédactrice en chef a envoyé outre-Quévrain une brochette de quinze journalistes pour couvrir l'événement, commenté en outre par sept éditorialistes français de renom. Mme Béatrice Delvaux s'est même fendue d'un court édit dans lequel elle explique que, parmi ses raisons, «*LE SOIR réédite la démarche appliquée à la découverte de la Flandre... en proposant un face-à-face Belgique-France*», histoire d'occulter la seule et vraie raison : répondre au prodigieux intérêt des Belges francophones pour l'élection présidentielle.



Continuer l'histoire, par Hubert Védrine (avec la col- laboration d'Adrien Abécassis et de Mohamed Bouabdallah *)

Ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Lionel Jospin, Hubert Védrine dégage, dans un bref et récent essai, les traits saillants de l'évolution du monde depuis la chute du mur de Berlin. Américains et Européens crurent alors à la fin de l'histoire, marquée par le triomphe de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Entre l'idéal européen d'une «vraie communauté internationale» et la tentation américaine de «l'hégémonie nécessaire» (p. 9), l'histoire a pourtant repris sa marche – s'était-elle au demeurant jamais arrêtée ? Les faits sont têtus, et la réalité eut tôt fait de briser les rêves des stratèges en chambre : fin du processus de paix israélo-palestinien, prolifération des affrontements intercommunautaires, échec de l'intervention occidentale en Iraq, aujourd'hui en voie de désagrégation, choc des «incultures» (p. 44) plutôt que des cultures, dont les attentats du 11 septembre 2001 sont un symptôme autant que le symbole, etc. Ni «l'ingénuité» européenne, ni «l'hubris» (1) américaine (p. 30) ne devraient donc plus être de mise, mais...

Les fractures qui traversent le monde sont multiples : entre riches et pauvres, entre pays exposés ou non au désastre écologique en cours, entre citoyens d'États forts et d'États faillis, entre tenants autoproclamés, minoritaires mais ô combien mal agissants, de telle ou telle civilisation. Et Hubert Védrine de dénoncer aussi la «déconnexion entre l'économie réelle et la sphère – ou bulle – financière» (p. 40) : les transactions sur les marchés des changes sont cent cinquante fois supérieures (!) aux échanges commerciaux internationaux ; «2 % de l'humanité possèdent 50 % du patrimoine des ménages, [...] 50 % en possèdent seulement 1 %» (p. 41).

Comment rendre le monde meilleur ? Le «rejet de la greffe démocratique»

(p. 28) en Iraq et en Afghanistan prouve que la religion de la démocratie, chère aux néo-conservateurs américains et européens, ne fonde pas une politique étrangère intelligente ; «l'Occident devrait promouvoir [la démocratie] sans chercher à l'imposer» (p. 26). Transférer les souverainetés nationales à quelque main invisible, ainsi que le recommandent la vulgate néolibérale et les ministres du culte du marché, n'est pas le remède mais un des maux : «le monde souffre plutôt de l'impuissance des États que de leur excès de puissance» (p. 69).

Hubert Védrine propose de réhabiliter le système multilatéral. D'une part, il conviendrait de réformer l'ONU (encadrement du droit de veto au Conseil de sécurité, tutelle sur les États faillis, création d'une Organisation mondiale de l'Environnement, amélioration du fonctionnement du FMI et de la Banque mondiale,...) ; d'autre part, de faire d'une Europe «qui sait qui elle est et ce qu'elle veut» (p. 89) un contrepoids à la puissance américaine. À cet effet, trois clarifications s'avèrent nécessaires : 1) sur l'identité de l'Europe et ses frontières, 2) sur la répartition des pouvoirs entre l'Union européenne et les États membres ; 3) sur le projet européen et le rôle de l'Europe dans le monde.

Ce nouveau système multilatéral aurait pour fondement les États, jugés «irremplaçables» (p. 149) : «Aucune "communauté internationale", aucune ONU n'agira à notre place, écrit Hubert Védrine. Il est donc temps de rompre avec ce courant de pensée – décliniste et postnational – qui postule [...] le déclin inexorable et même souhaitable des États» (p. 88). À défaut, le marché restera seul «à gérer le monde selon [son] optique à court terme» et les États-Unis, à régir un «étouffant système unipolaire» (p. 80).

La France a un rôle éminent à jouer dans le renouvellement du système multilatéral, note enfin Hubert Védrine, pour autant qu'elle valorise ses atouts (crédibilité militaire, potentiel nucléaire, expertise scientifique et technologique, attrait qu'exercent la langue, la culture et la qualité de vie françaises, croissance démographique), qu'elle reprenne confiance en elle et corrige ses travers (perte de compétitivité des entreprises, augmentation de la dette pu-

blique, paupérisation des classes moyennes, désagrégation du lien social, crise de la représentation politique, utilisation de l'histoire à des fins communautaristes) et qu'elle ne cède pas aux sirènes 'droits-de-l'hommes', européistes ou atlantistes pour mener sa politique étrangère.

États forts pour un système multilatéral relégitimé et rendu plus efficace, apte à réguler les marchés et la mondialisation libérale ; France forte au premier rang d'une Europe «qui sait qui elle est et ce qu'elle veut» : telles sont les idées conductrices d'Hubert Védrine pour un monde meilleur. Puissent le nouveau président de la République et son ministre des Affaires étrangères lire son stimulant essai avec l'attention qu'il mérite !

Boris Coune

(*) Fayard, 2007, 154 pp.

(1) Du grec ancien : l'orgueil.

Un nouveau drapeau ?

Le dernier «coup d'état» du cinéaste anarchiste Jan Bucquoy a eu lieu le 21 mai dans le jardin du palais royal sans réaction des militaires de garde – mais que fait donc leur chef suprême, M. André Flahaut ? Enfin, deux flics de passage ont interpellé l'infâme perturbateur et, derechef, l'ont emmené au poste, lui et son drapeau noir décoré d'un B rouge et d'une banane jaune ou, en termes d'héraldiste (noblesse oblige !), un B de gueules et une banane d'or sur fond de sable.



Un doute me vient cependant : cet emblème serait-il, dans l'esprit du bon Jan, celui qu'il destine à la Belgique résiduelle que certains nous mijotent ? Pourquoi pas ? Chacun pourra y mettre son fruit de prédilection.

J. L.

(librement commenté d'après F. B.,
Le Vif/L'Express, 25.05.07).

1 ~ BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Péril solidaire

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Si le français demeure la seconde langue à vocation internationale, après l'anglais, nous ne pouvons ignorer le devenir de notre grand voisin allemand dont la langue, elle aussi, subit une érosion préoccupante. Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, il convient de renforcer ensemble les mesures les plus utiles, afin de sauvegarder cet élément essentiel de nos cultures : la langue. Le français est relativement protégé par d'importants organismes officiels tels l'Académie française, la Délégation générale à la langue française, le Conseil supérieur de la langue française : rien de pareil ne préserve l'allemand. En raison de son passé récent, l'Allemagne a exclu toute référence au mot et au concept de "Germanophonie", par crainte d'être suspectée de nationalisme. La discrète promotion de l'allemand est principalement assurée par l'Institut Goethe qui compte 126 instituts dans 77 pays et emploie 3.400 personnes au service de 175.000 étudiants. Son financement est mixte, public et privé.

Alors que l'unité du français et l'effacement des dialectes se sont définitivement imposés sous la pression de l'enseignement obligatoire conjugué au récent peuplement des villes et à l'accroissement de la population, on constate en Allemagne une survivance plus active des dialectes qui s'étendent au Nord (Groupe scandinave), à l'Ouest (Groupe germano-néerlandais) et au Centre (Groupe francique, auquel appartient l'allemand standard ou haut-allemand, dit alémanique et enseigné à l'école). On dénombre 125 millions de germanophones, soit 2,1% de la population mondiale, principalement localisés en Allemagne, Autriche, Belgique, Liechtenstein, Luxembourg et Suisse. Quelques minorités subsistent en Italie, Hongrie, Slovaquie, Roumanie, République tchèque, Pologne, Russie et Danemark, totalisant près d'un million d'habitants. De nombreuses communautés germanophones expatriées (3,5 millions) vivent en Amérique du Nord et du Sud, en Asie centrale et en Australie.

Au Parlement européen, après l'anglais (29%), c'est l'allemand qui est la langue la plus parlée (23%), devant le français (17%). À l'écrit, l'anglais occupe 28%, l'allemand 25% et le français 19%. L'allemand est reconnu comme langue de science et de savoir : cependant, son apprentissage régresse régulièrement. Ayant subi une chute de prestige après les deux guerres mondiales, il en a perdu son statut traditionnel de première langue étrangère du Nord, de l'Est et du Centre de l'Europe. La Russie, qui comptait encore 4,28 millions d'apprenants d'allemand voici quinze ans (pour 6,7 millions d'étudiants d'anglais) n'en recense déjà plus que 3,8 millions en 1995 (pour 7,9 millions d'étudiants d'anglais). Depuis dix ans, le déclin s'est encore amplifié. En Ukraine, traditionnel-

lement portée sur l'étude de l'allemand, les lycéens inscrits sont passés de 966.000 en 1989 (pour 2,85 millions d'étudiants d'anglais) à 872.000 en 1995 (pour 3,67 millions d'étudiants d'anglais). Dans le secondaire, on dénombre 84% d'élèves d'allemand en Slovaquie, 80% au Danemark, 62% en Pologne, 40% aux Pays-Bas, 24% au Royaume-Uni. En France, de 14,3% en 1971, on tombe à 7,5% en 2004, avec 90,5% pour l'anglais et 70% pour l'espagnol.

L'Allemagne entretient notamment des relations d'aide au développement avec le Viêt-nam, le Maroc, la Tunisie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Elle détient le premier marché d'exportation du Québec en Europe, et c'est en Allemagne que le Québec réalise la moitié des exportations canadiennes. L'Office franco-allemand pour la jeunesse vient de fêter son quarantième anniversaire et plus de 80.000 jeunes sont annuellement échangés entre la France et l'Allemagne. Au Festival cinématographique de Berlin, en 2004, la France a été le deuxième pays représenté. Un prix annuel franco-allemand de journalisme récompense les auteurs œuvrant en faveur d'une bonne compréhension mutuelle. Des bourses encouragent la traduction de pièces contemporaines de théâtre entre les deux pays. Le réseau d'associations de promotion des langues européennes compte de nombreux partenaires franco-allemands. Il existe donc une réelle volonté réciproque de mieux se comprendre, mieux s'apprécier, mieux s'épauler.

Comme en France, comme au Québec, l'anglicisation intensive inquiète aussi en Allemagne, au point que de nombreux responsables politiques souhaitent le vote d'une loi linguistique pour protéger la qualité et le bon usage de la langue allemande, à l'instar de la loi 101 au Québec et de la loi du 4 août 1994 en France. Même le domaine scientifique n'échappe pas à la publication en anglais.

Sans forcer le pessimisme, la prise de conscience du péril est cependant indispensable. L'allemand reste une des douze langues parlées par plus de 100 millions de locuteurs dans le monde, avec le chinois, l'hindi, l'anglais, l'espagnol, le portugais, le russe, l'arabe, le bengali, le français, le japonais et le malais. L'allemand est la première langue majoritaire dans l'Union européenne et la troisième sur Internet après l'anglais et le japonais.

Bâtisseuse de l'Europe, la solidarité des Français et des Allemands impose à ceux-ci de s'intéresser à la langue de l'autre.

Source: La Francophonie dans le monde, 2004-2005. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.



ÉDITORIAL

ET VOILÀ !

Mais voilà quoi au juste après le 18 juin ? Le MR a remplacé le PS comme premier parti francophone, le CDH s'est légèrement rembourré ? C'est une nouvelle, mais pas un événement. Les trois partis rivalisent de belgicisme, de courbettes devant le trône et de conformisme maastrichtien. Ils sont les vrais communicants du Système dans la Communauté française. Que l'un cède du contenu à l'autre ne change rien aux équilibres qui importent. On doit noter d'avantage, mais pour s'en désoler, que tant de Bruxellois et de Wallons aient été chercher un ferment de renouveau chez les Verts. Ceux-ci ont non seulement montré aux affaires leur inexpérience dans la gestion des dossiers (on leur doit le contentieux actuel sur le bruit des avions au dessus de la capitale) et dans les négociations internationales relatives au transport, mais aussi leur promptitude à imiter les mauvaises pratiques de leurs alliés. Ils sont, en outre, faut-il le rappeler, totalement, presque candideusement étrangers à toute vision communautaire. Leur succès illustre néanmoins une leçon bonne à redire et à mémoriser : en exploitant l'émotion liée au changement climatique, comme naguère celle née de la dioxine, ils se sont branchés sur une vraie question qui induit une demande pressante de la population. Aucune force nouvelle n'émergera de notre brouillard politique sans une réponse adéquate aux peurs et aux désirs des masses.

On savait que la Flandre menait le jeu, comme elle le fait depuis un demi-siècle. C'est le grand vaincu du scrutin, le président du SP-A Johan Vande Lanotte qui a annoncé, le soir même, le diagnostic le plus exact : son parti et, dans une mesure moins catastrophique, le VLD, ont été battus parce qu'ils passaient pour les plus accommodants envers les francophones. Gageons qu'ils vont s'attacher à modifier cette image, surtout si M. Verhofstadt fait, comme il dit (on verra), "un pas de côté". En effet, le lion a rugi très fort dans les urnes. Le programme confédéraliste de M. Leterme a donné ou redonné au CD&V la suprématie dans sa Région. Le *Vlaams Belang* a consolidé ses positions par rapport à 2003 (c'est bien en vain que certains analystes, en mal de consolation belgifiantes, s'évertuent à comparer les élections législatives aux régionales) et la liste Dedeker, à peine moins séparatiste que lui, a fait une percée prometteuse. Mais là encore, voilà quoi ? La Flandre nationaliste, avidement demandeuse d'une nouvelle réforme de l'État, face à une Communauté française dont les grands partis se cramponnent à l'illusion que tout continue comme avant, est-ce nouveau ? N'en sont surpris que les gobeurs de fumisteries sondagiques, comme celle colportée par *Le Soir* et *De Standaard* — on se demande comment des journaux de leur classe peuvent se prêter à une manœuvre d'intoxication aussi dépourvue de finesse.

De quoi demain sera-t-il fait ? L'ordre de bataille des partis francophones n'a rien qui rassure. Ils n'accepteront rien qui soit contraire à nos intérêts, proclament-ils.

Trop de précédents contraires entament malheureusement le crédit qu'on peut leur ouvrir maintenant. Ils misent sur une négociation longue qui amollirait M. Leterme. C'est oublier qu'il a dans les reins l'épée des formations séparatistes et que la relative proximité des élections régionales et européennes l'incite à ne pas décevoir ses électeurs. Certains croient possible d'enfoncer un coin entre lui et la NVA d'où viendrait tout le mal. Mais pourquoi se fâcherait-il contre cette petite partenaire qui l'a si bien servi pour se relever de la défaite du CVP ? Bref, tout annonce un feu roulant sur les fortins de la ligne Maginot francophone. Avec un roi tremblant qui les suppliera de traiter, des garnisons peu préparées à une bataille d'usure et la tentation de prétextes comme l'intérêt de "ce pays", ou, pourquoi pas, de l'Europe, on doit craindre de voir s'agiter pas mal de drapeaux blancs. La balance des forces politiques et psychiques penche nettement vers le nord. Mais si, pour une fois, nos partis tenaient parole, que se passerait-il ? L'envie d'auto-détermination grandirait en Flandre. Ses visées sur Bruxelles la réfrèneraient un certain temps, mais pas indéfiniment. Le prochain scrutin régional pourrait alors prendre chez elle l'aspect d'un référendum.

Si donc dans l'immédiat, le front (pas trop soudé) du MR, du PS, du CDH et d'Écolo remportait une victoire défensive, ils n'auraient rien résolu pour l'avenir. Ne serait-ce pas sagesse, de leur point de vue même, d'entrer hardiment dans la négociation communautaire en présentant des propositions de réformes, il n'en manque pas, qui soient à notre avantage ? Ceci leur paraîtra sans doute une ruse grossière des séparatistes ? Ma foi, nous ne cachons pas notre conviction que tôt ou tard, il faudra bien qu'ils regardent le séparatisme autrement que comme une hydre de cauchemar, mais il reste un certain espace institutionnel à parcourir avant cela. Nous leur suggérons de l'utiliser, puisqu'ils restent rivés à l'obsession belgicaine. Cela leur rendra plus facile à faire l'inévitable pas final.

En attendant, la vie publique wallonne reste d'une médiocrité insigne, avec ses chevaux de retour trottant en rond dans leur tête et sur le terrain. La PS en particulier se complait dans ces circuits de manège. Le coup de fouet de l'électeur l'en écartera-t-il ? M. Di Rupo attribue sa défaite aux scandales de Charleroi. C'est partiellement vrai — mais cela n'épuise pas l'explication. Outre que les misérables de la cité sambrienne — et d'autres d'ailleurs — sont le produit d'une machine clientéliste qui ne carbure plus depuis longtemps à l'idéal, on observe une usure générale des capacités de réflexion et d'action d'un parti qui a tenu si longtemps les rênes du destin wallon. Puni, mais pas encore touché dans ses œuvres vives, il est possible que la circulation du fluide électoral dans les vases communicants auquel je faisais allusion au début de cet article, ne regarnisse un jour le sien, mais quel en serait le profit pour >>>

la Wallonie s'il ne se régénère pas en profondeur ?

Ce qui nous manque gravement, c'est un vecteur de transformation comme le fut, et le reste, le nationalisme flamand pour la classe politique du nord. Pour le fabriquer, il ne suffit pas de planter le drapeau qui nous est cher sur de la vacuité doctrinale. Il faut coupler l'idée nationale à un solide programme économique et social, comme l'ont fait les activistes flamands et québécois. Et puis travailler à le

faire connaître. Notre régime politique étant verrouillé contre le changement, ce sera forcément un labeur ardu. La tâche n'a pas commencé. Raison de plus pour s'y mettre tout de suite, sauf à espérer passivement une crise inattendue qui, par définition, ne dépendrait pas de nous.

Jacques Rogissart

N.-B. : Ces lignes ont été écrites au lendemain du scrutin.

Nos délais d'impression ne nous permettent pas de rendre compte dans ce numéro des déclarations retentissantes de M. Guy Spitaels dans *Le Soir* du 14 juin... et surtout de leur suite. Ce sera pour la prochaine livraison.

LE COIN DU GÉOPOLITICIEN

■ **GRANDE-BRETAGNE** — Les nationalistes écossais sont devenus le premier parti de leur région aux élections du 3 mai. On en demande pardon à José Happart : ils ne veulent pas former une "région d'Europe", mais un État indépendant et ils sont d'ailleurs très critiques envers l'Union européenne. Leur objectif est encore loin d'être atteint, car une majorité de leurs compatriotes reste attachée au Royaume-Uni, même si elle souhaite une autonomie accrue.

Comment s'explique leur succès ? Par l'impopularité de M. Tony Blair, dont les Anglais ne veulent plus davantage. Mais aussi par le mouvement naturel du fédéralisme de dissociation vers la séparation. C'est aussi ce qu'on observe en Flandre. Il n'y faut qu'une condition qui manque à la Wallonie : une solide conscience identitaire.

■ **FRANCE** — Bernard Kouchner ministre des Affaires étrangères ! Où M. Sarkozy avait-il donc la tête en confiant ce portefeuille à ce ludion hyperkinétique ? La politique étrangère

est un champ de bataille où les affrontements les plus violents ne sont pas toujours les plus visibles. Elle exige des têtes froides et calculatrices. Elles ne s'accrochent pas des nuées d'un certain droit-de-l'hommeisme ni des énervements très médiatisés. Si M. Kouchner n'est pas assagi par sa fonction, il se heurtera très vite, et malheureusement la France avec lui, à la résistance des faits.

■ **SERBIE** — Les Occidentaux se préparent de durs lendemains dans les Balkans en essayant de détacher le Kosovo, berceau de la nation serbe, de sa mère patrie. Non seulement les Serbes n'y consentiront pas, mais l'irréductibilité des Albanais, le peuple le plus retardé d'Europe, jettera le trouble dans d'autres pays, à commencer par la Macédoine. Heureusement, le veto russe y fait encore obstacle, mais pour combien de temps ? Et que fait la France pour une Serbie qui la vénérât ?

LA CONJONCTURE POLITIQUE

■ **AVANT LES ÉLECTIONS**, il y avait bien sûr les oppositions communautaires avec, en question subsidiaire : celle de savoir qui deviendrait Premier ministre. Le titulaire du poste, M. Guy Verhofstadt, peu rassuré sur sa popularité, proposait une alliance des trois grandes familles politiques pour diriger le royaume, combinaison qui lui paraissait la meilleure pour garder le pouvoir. Ménageant (croyait-il) la chèvre et le chou, il affectait la modération envers les francophones (après tout, son ami, le président de la Chambre Herman De Croo avait dit : "Je ne suis pas un nationaliste flamand parce que je ne suis pas un handicapé mental") tout en réclamant une réforme de l'État dont leurs partis traditionnels ne voulaient pas.

Dans la Communauté française, on se rappellera que le PS prôchait l'immobilisme pur et dur face aux revendications flamandes, tandis que le MR et le CDH acceptaient, avec plus ou moins de nuances, d'en discuter. Mais un autre clivage se superposait à celui-là : la rivalité du PS et du MR pour la place de premier parti francophone, avec à la clé les portefeuilles de ministres-présidents. Au niveau fédéral, ils avaient gouverné ensemble pendant 8 ans — un partenariat que l'on avait dit contre nature — sans que rien ne les distingue dans l'action. Mais rien ne vaut une mêlée électorale pour ressusciter la bon vieux combat entre la gauche et la droite. Combat de mots s'entend, dont il ne reste plus guère d'écho quand l'électeur n'a plus la parole. Quant au CDH, il pratique le jeu de bascule qui était celui des libéraux dans

les premières décennies d'après-guerre. Il a une légère préférence pour le PS plus enclin à le servir copieusement, mais si la fortune penche vers la droite, va pour la droite ! C'est cela le Système. Ses changements d'équipes dirigeantes ne peut rien changer du tout et surtout pas la situation de la Wallonie.

Entre-temps, le communautaire ne se faisait pas oublier.

— Toujours en proie à la belgomanie, *Le Soir*, *De Standaard* et RTBF avaient organisé le 26 avril un face-à-face télévisé entre MM. Di Rupo et Leterme. Échange d'amabilités, mais en dépit des efforts du premier, le second n'atténuera en rien son confédéralisme, tout en affirmant que la Wallonie y gagnerait (au fond, il a bien raison : ce serait déjà mieux que le fédéralisme).

— Les bourgmestres flamands de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde persistaient dans leur volonté de boycotter les élections si ledit arrondissement ne faisait pas l'objet d'une promesse de scission. Illégal, inconstitutionnel ? Oui, mais les Flamands n'en sont pas à cela près et l'ont déjà montré dans le passé. Le ministre de l'Intérieur de leur gouvernement a promis l'impunité aux rebelles, tandis que les chefs de parti francophones appelaient au respect de la loi. Nous n'avons pas souvent l'occasion de féliciter le FDF. En voici une, enfin : il a porté plainte contre les 24 bourgmestres rebelles.

>>>

— La Flandre continuait de s'indigner de la menace d'astreintes pesante, en vertu d'une décision de justice (de quoi se mêle-t-elle, celle-là !), sur les compagnies aériennes enfreignant les normes de bruit au-dessus de Bruxelles. Elle intimidait plus ou moins le gouvernement bruxellois, faible et divisé en cette affaire, mais le problème pour elle était que le jugement faisait passer la main aux plaignants privés. Qu'à cela ne tienne ! Elle réclamait la refédéralisation de la matière, c'est-à-dire le pouvoir d'imposer sa loi.

— Le 1er mai, une lueur se faisait dans le crâne de M. Di Rupo. Il prenait conscience qu'au cours de leur dernier débat télévisé, M. Leterme l'avait traité avec «une certaine arrogance» teintée d'une certaine dose de dédain. «Au lieu d'une main tendue, ajoutait-il, nous avons eu des bras croisés». Il confessait son cauchemar : «une alliance entre les flamingants et la droite libérale» pour démanteler la Sécurité sociale. On ne pouvait être moins perfide envers le MR avec lequel il est censé faire front. D'ailleurs, selon "l'empereur du boulevard", comme l'appelle M. Dehousse, «le PS est le seul parti qui fait face à la Flandre de mauvaise foi». Hein, quoi, comment ? En défendant mordicus une *Belgische* aux institutions inchangées. Autrement dit en rêvant debout.

— Le 6, une horde d'étudiants nationalistes flamands déferle sur Rhode-Saint-Genèse pour réclamer la fin des *faciliteiten* et revendiquer l'indépendance de la Flandre. La manifestation était interdite et a eu lieu quand même. Déplorables absence de riposte francophone... et wallonne. La loi n'est pas de wet. Qu'importe !

Cela dit, la campagne électorale a été d'un calme presque étrange. Le commentaire en était presque évacué. Sillonant la Wallonie comme s'il était chez lui, M. Leterme y a généreusement distribué des soporifiques à nos compatriotes. Dans la Communauté française, le PS et le MR ont mis toute leur énergie à s'inventer des incompatibilités d'identité et d'aspirations difficiles à prendre au sérieux après leurs huit ans de copinage au niveau fédéral. Vieux truc des libéraux, la réforme fiscale a été un des thèmes majeurs de leur confrontation pour la galerie. Le CDH, lui, s'est positionné pour revenir au pouvoir dans toutes les hypothèses. Qui des autres auraient le droit de lui lancer la première pierre ? Le PS promettait d'augmenter les pensions de 12 %. "L'Europe", l'état des finances publiques et les compromis post-électorales transcriront sans doute cet engagement mirifique en mesurette.

Comme d'habitude d'ailleurs en période électorale, les partis traditionnels se sont rencontrés sur leurs fonds de commerce en mettant l'accent sur ce qui les distingue... et en faisant ce qui va les rapprocher au lendemain du scrutin. Le PS a fait miroiter de multiples faveurs aux titulaires de petits revenus. Le MR jurait que le libéralisme ouvre la meilleure voie vers le social. Le CDH (n'oubliez pas le H) clamait son humanisme à tout vent et critiquait à cœur joie le gouvernement fédéral dont il ne faisait pas partie. Écolo se présentait en sauveur de la planète en accusant les autres de lui piquer ses idées à des fins purement électoralistes. Comme le bon peuple connaît toutes ces chansons, chacun tenta de rehausser sa séduction en recrutant des candidats dans la société civile : une speakerine par ci, un journaliste par là, une judoka et une victime de Dutroux de l'autre côté, etc., etc. Si l'on n'écoutait que les formations francophones, on dirait que le problème communautaire n'existe pas. Malheureusement pour elles, c'est en Flandre que l'on compose le menu.

À relever néanmoins un élément d'importance : dans son discours du 1er mai à Jodoigne, le ministre libéral Charles Michel, parlant, on le suppose, au nom du MR et en présence de M. Verhofstadt («beste Guy» quand il l'apostrophe) proclama qu'«Elio (Di Rupo) comme Premier ministre, c'est pour nous *"onaanvaardbaar"*». Inacceptable. C'est dit en néerlandais, ce qui n'est pas rassurant sur la fermeté francophone de l'orateur, mais ce qui est encore plus catégorique qu'en français. «Beste Guy» en fut soufflé. C'était en tout cas un point d'orgue dans les échanges d'aménités entre les deux plus grands partis de la Communauté française qui s'efforcent de faire croire que les bons vieux affrontements (verbaux) d'autrefois entre la gauche et la droite sont encore d'actualité. Les candidats à la Présidence de la République française ont mieux compris que les temps et les gens ont changé. Et en Belgique, seuls les débilés ignorent que les combinaisons post-électorales sont beaucoup plus incolores que les drapeaux brandis pendant la campagne. Représentation proportionnelle oblige. Et aussi, dans le salon de la pensée unique, l'exquise odeur des portefeuilles.

La révision de la Constitution n'a pas déclenché la première grande bagarre entre le nord et le sud. Les Chambres se sont sagement dissoutes après avoir adopté sans remous notables la liste des articles qui seront réexaminés pendant la prochaine législature. Il faut dire que la plupart des sujets communautaires sensibles peuvent éventuellement être réglés par des lois exemptées de cette formalité.

Le ministre-président flamand Yves Leterme conduisait la liste du CD&V pour le Sénat. Autant dire, ce qui allait sans dire, qu'il était candidat à la succession de M. Verhofstadt. Mais il avait promis de rester à la barre de sa Région jusqu'en 2009 ? Eh bien, oui, mais c'est justement pour faire aboutir les revendications flamandes qu'il veut aller "au fédéral", explique-t-il. Ses partenaires régionaux n'étaient pas convaincus...

Un rayon de lumière dans tout ce brouillard : les Wallons et les Bruxellois ont suivi passionnément le duel entre M. Sarkozy et Mme Royal. Par attraction naturelle envers ce qui se passe en France, d'abord. Mais aussi, même les journaux les plus belgicains en conviennent, parce que les deux candidats ont défendu avec brio leurs idées sur les vrais problèmes en plaçant leur pays au centre de leurs promesses. Cela changeait beaucoup, évidemment, du bruit de langue de bois dans notre Communauté française où les débatteurs feraient tout aussi bien de s'envoyer des perroquets ou des cassettes enregistrées, tant leur message répétitif est sans surprise.

Malheureusement, l'amitié que s'attribue M. Reyniers envers le nouveau Président français, ne l'empêche pas de verser dans le même belgicisme échevelé que son concurrent socialiste. Le 3 juin, il tient meeting au Val-Saint-Lambert en compagnie de M. Verhofstadt sous le signe de l'anti-séparatisme et fait retentir la *Barbe-en-gonne* à la fin du discours. Rien à voir avec la Marseillaise des sarkozystes... Dommage qu'il n'y ait pas un de nos chefs de parti pour racheter l'autre !

■ **M. PHILIPPE RECELEUR ?** Oui, le prince héritier ! La Flandre lui réclame des meubles extraits pour lui du palais royal d'Anvers qui appartient aujourd'hui à sa Région. Il paraît que l'affaire est un peu compliquée juridiquement, mais elle se fâche à juste titre de ne recevoir aucune réponse depuis trois ans...

■ **LES SCANDALES DE CHARLEROI** — Quand donc touchera-t-on le fond ? Pendant que s'accumulent les révélations sur l'incroyable gabegie des échevins ripoux, on a découvert qu'ils avaient des émules dans la police communale où certains officiers vendaient leur complaisance pour des domiciliations fictives par location de boîtes aux lettres.

Coup sur coup, voici de nouvelles inculpations : c'est d'abord le cumulard Claude Despiegeleer, épinglé une fois de plus pour avoir subsidié des clubs sportifs en détournant des recettes de la ville avec la complicité de plusieurs fonctionnaires ; c'est ensuite au tour du maire Léon Casaert d'être éclaboussé par la découverte d'une caisse noire destinée à fournir quelques douceurs aux gens du 3e âge. Il plaide la bonne foi. Soit, mais pourra-t-il nier une intention électoraliste ? Voici encore l'ex-maire Jacques Van Gompel, inculpé de nouveau, et l'échevin Jean-Pol Demacq, inculpé, lui, pour la première fois.

Malgré sa promesse de quitter la majorité municipale en cas d'inculpation d'un autre échevin, le "chevalier blanc" Olivier Chastel n'en fait rien ! Et puis, il démissionne... 24 heures plus tard sous la pression du président Reynders. Quant au CDH Jean-Jacques Viseur, il veut un partenaire crédible. Il n'y a qu'Écolo de disponible et il fait dans la vertu. Lavant plus blanc que le blanc Chastel, il exige que tous les anciens responsables socialistes s'en aillent avant de se dévouer pour la commune.

Dans ce climat empoisonné, M. Di Rupo accumule les commentaires malheureux qui dénotent son impuissance à guérir le PS de ses tares. Après avoir qualifié l'inculpation

de Demacq de simple "acte de procédure", il crie à l'électoralisme devant l'attitude du MR. Mais où est l'éthique dans tout cela ? Le procureur général Claude Michaux, dont on serait curieux de savoir à quel patronage politique il doit sa récente promotion, entre dans la danse le 30 mai. Il interdit au parquet de délivrer jusqu'aux élections des informations sur les enquêtes en cours. Une tradition, dit-il. Mais personne n'avait entendu parler de cette tradition fort peu compatible avec la séparation des pouvoirs et l'oukaze fait gronder parmi les gens de robe. Au reste, sa consigne a été transgressée, avec son autorisation, par suite de l'inculpation de deux anciens du collège.

Cependant, le nouveau coup de tonnerre roule au-dessus de M. Philippe Van Cauwenberghe, le fils de l'autre et héritier présomptif du mayorat si M. Casaert s'efface. Il est inculpé de menaces de brutalités à l'encontre d'un candidat libéral aux élections communales, le 5 septembre dernier, à la suite d'un banal incident de surcollage sous le curieux prétexte qu'il s'agirait là d'un "fait privé" et non d'une faute commise dans l'exercice de ses fonctions scabinales, il refuse de démissionner. M. Di Rupo le soutient. Le fait nouveau est que, cette fois, le CDH se fâche et réclame le retrait de l'intéressé en vertu des engagements pris par le PS lui-même.

Finalement, l'empereur du boulevard, qui promettait "un geste fort", tient parole et, le 11 juin, il fait démissionner les membres socialistes du collège (bientôt imités par leur collègue CDH, J.-J. Viseur) et place les structures locales du PS sous tutelle du bureau pendant deux ans.

À bientôt pour le prochain épisode !

ÉCONOMIE

■ **GOOGLE** a annoncé en avril un investissement de 25 millions d'euros pour créer un centre de données à Saint-Ghislain. Une aide régionale judicieuse de 5 millions a contribué à sa décision qui confirme, après d'autres exemples, une tendance réconfortante : la Wallonie redevient attractive pour les grandes firmes étrangères.

■ **ARCELOR-MITTAL** apporte une bonne nouvelle aux Liégeois : le groupe va investir 11 millions d'euros dans la phase à froid, sur le site de Kessales à Jemeppe, où la créativité est à l'honneur. Cette injection de capital permettra de développer la production d'aciers de très haute résistance. Un souci cependant : le gros client de ce genre de produit reste l'industrie automobile dont l'avenir comporte quelques incertitudes.

■ **LA RÉNOVATION DU CIRCUIT DE FRANCORCHAMPS** aura coûté près de 50 millions d'euros aux contribuables wallons. Ces ressources auront manqué à l'exécution du plan Marshall. De plus, ce n'est pas moins honteux, il y a là l'annonce de gaspillages énergétiques dans des courses pour fous du volant. Voilà comment nos dirigeants respectent leurs engagements à combattre le réchauffement climatique ! Tiens, on n'a pas entendu Écolo protester depuis longtemps.

DE GAUCHE ET DE DROITE

À lire Mmes Béatrice Delvaux, Colette Braeckman et Joëlle Meskens dans *Le Soir*, la France est vraiment mal partie dans le XXI^e siècle. Elle est en déclin, elle a provoqué le génocide

rwandais et quelques autres cataclysmes africains, son économie est malade de rigidité, elle ne comprend rien à la mondialisation, son influence fond à vue d'œil dans l'Europe (des maastrichtiens), elle élit «un homme dangereux» à sa Présidence. Mais voilà que, le 2 mai, ce grand journal (si important, nous l'écrivons sans ironie, pour la Communauté française) titrait, dans son supplément consacré à la campagne présidentielle : «Un Hexagone qui tourne rond». L'article constatait «à l'analyse, le mal français n'est pas si terrible : le chômage recule, la croissance progresse et l'endettement certes plus élevé que ce qu'impose les critères de Maastricht, mais évolue dans le bon sens».

D'où vient alors «la mauvaise image du pays» ? Le très libéral économiste Fitoussi explique que c'est à cause du rejet de la Constitution européenne. Notez qu'il y a du vrai : la haute finance et les puissances médiatiques qu'elle contrôle n'ont pas avalé le référendum de 2006 et feront tout pour en annuler le résultat. Mais il serait instructif de demander à tous les peuples du continent ce qu'ils en pensent. Jusqu'à preuve du contraire, seuls les Espagnols se sont déclarés massivement contents. À juste raison puisque l'Union européenne a fortement subventionné leur croissance jusqu'ici. Rendez-vous dans 10 ans.

Mme Delvaux se présente comme francophile et se réjouit de l'audience qu'a trouvée chez nous le débat politique français. Mais, ce même 2 mai, elle écrivait bizarrement : «(...) une France trop française n'est pas une bonne nouvelle». Mais si, et pas seulement pour les Hexagonaux ! Car la non-France, de nos jours, c'est la pensée unique du néolibéralisme mondialisé, le renoncement à la grandeur, une servilité de fait envers les États-Unis bien différente de la vraie amitié pour eux, la fin des agriculteurs européens et les produits culturels traités comme de simples marchandises.

Francophonie, vaste programme

Petit jeu pour mieux nous connaître

Dans l'antre des mots

1. Pourquoi, avant l'abordage, les pirates criaient-ils «pas de quartier!» quand ils ne voulaient pas faire de prisonniers?

A. Un marin capturé après avoir résisté à un abordage pouvait racheter sa liberté en versant un «quartier» de sa solde, faveur qui lui était refusée lorsque le vainqueur voulait mettre à mort tous ses ennemis faits prisonniers.

B. Le pirate qui voulait terroriser ses ennemis avant l'abordage leur criait «pas de quartier» pour leur annoncer qu'ils ne reverraient pas leur «quartier», c'est-à-dire leur caserne, en cas de défaite.

C. Le pirate signifiait par là à ses ennemis qu'en cas de victoire de sa part, il ferait massacrer tous les prisonniers et non un «quartier» seulement, c'est-à-dire un quart d'entre eux, selon la coutume de la piraterie.

2. Pourquoi «payer en monnaie de singe» équivaut-il à faire des grimaces en guise de paiement?

A. Le singe, après avoir été débarrassé de ses poux et autres parasites par un congénère, a l'habitude de lui adresser une "grimace de remerciement" interprétée comme le paiement du service rendu.

B. Pour entrer dans Paris en empruntant le pont au Change, les jongleurs du Moyen Âge (au contraire des autres commerçants) étaient autorisés à s'acquitter de cette taxe en faisant exécuter l'une ou l'autre pitrerie par leur singe savant.

C. Cette expression trouve son origine dans le verbe allemand «singen» (= chanter), prestation artistique qui, en Alsace, pouvait tenir lieu de paiement de ses consommations dans les tavernes.

3. Pourquoi crie-t-on «Mort aux vaches!» aux forces de l'ordre?

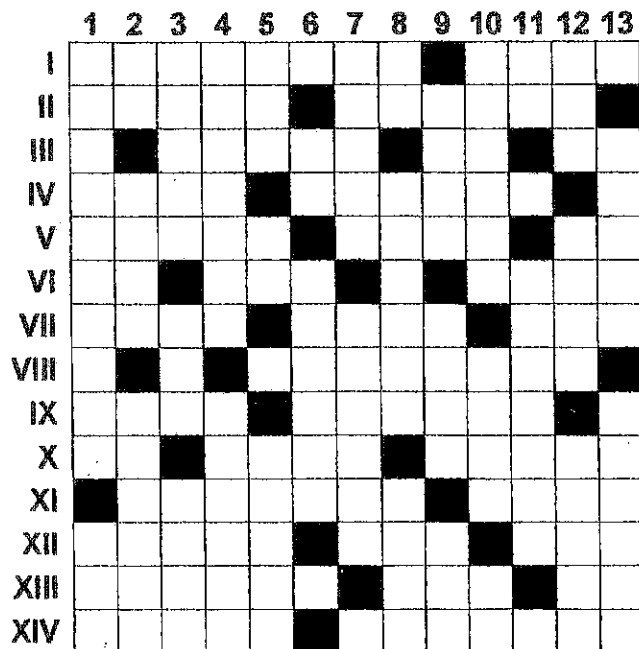
A. Les forces de l'ordre ayant la réputation d'être très sévères voire méchantes envers le simple citoyen, celui-ci leur envoie à la figure cette invective qui associe la vache (l'animal) au terme argotique vache, vachard (méchant).

B. Les forces de l'ordre, par la force brute qu'elles dégagent, sont souvent assimilées à l'animal lourd et peu distingué qu'est la vache.

C. Lors de la Première Guerre mondiale, les Français, rêvant d'en finir avec l'occupant allemand, faisaient l'amalgame entre la «vache» et la sentinelle postée dans sa guérite surmontée de l'écriteau «Wache» (= garde).

Solution p. 23

Mots croisés / N°73.



Des chiffres aux lettres

HORizontalement : 1. 1,2,3...0 — A 18 trous. II. Une de 24 sur 365 — 14-18 ou 40-45. III. Cordage avec noeuds — Corps atomique n° 73 — Tiers. IV. Des 1/100 de couronne — Sac à 2 poches. V. Étaient 9 — Désigne chacune des 7 — Commune en 76. VI. Représente un chiffre ou nombre indéfinis — Bon 1/4 — Valait une 1/2. VII. On en a 5 — 1 milliard de fois plus petit — Convient. VIII. Chiffre des hautes études. IX. 1609 mètres — Comme son nombre. X. Intérieur — Éleva des pois — 1000 et une. XI. Ordres impératifs — Nombre de kilos à vide. XII. Première venue — Détint — Sujet à livres. XIII. Durci — Tour chinois — 1er cours en France. XIV. 1/3 — Un sou, douze deniers ou vers.

VERTicalement : 1. 1 de 23 paires — Un signe du passé. 2. Fait appel — Caractère germanique — 8 couché. 3. Ils en promènent mille — Zéro — Se calcule en mille fréquences. 4. Mises en boules — Mérite 0. 5. Un des quatre éléments — Petit patron — Points de côtes. 6. Rubidium — Quantième inconnu. 7. Grec — En compte 365. 8. Pas ignoré — 4-4-3-3 — Fait le poids. 9. Un des 50 E.U. — Fixe la bouée — 19e grecque. 10. Étaient trois — Désire — Genre américain d'onze. 11. Pur à 24 carats — Gâtas. 12. Pièce encore roumaine — Expose les matières et les prix — Passai par mille trous. 13. Fameux 14 — Franchit les Alpes à 2.762 m.

Christian Baré

PETITE CHRONIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

12/20

Douze sur vingt! En lisant ce résultat, vous vous dites sans doute qu'il s'agit là d'une note scolaire, celle de l'un ou l'autre potache wallon ou bruxellois dont cet article va vous conter les tribulations orthographiques ou grammaticales. Eh bien, pas du tout. Douze représente ici, non pas un nombre satisfaisant de bons points sur un total de vingt, mais juste l'inverse : le nombre de mots de base — douze chiffres — estropiés par des cohortes de Belges à la diction déficiente. Sans, bien entendu, qu'ils s'en rendent compte le moins du monde. Autrement dit, la note méritée n'est pas 12 sur 20, mais 8... Ce qui fait dégringoler les "coupables" de la catégorie des élèves moyens dans celle des recalés.

Quoi ?! vous écrivez-vous, incrédule ou horrifié (au choix). Ainsi donc, beaucoup de Belges écorcheraient des mots aussi courants que les adjectifs numériques cardinaux ? Ce n'est pas possible ! Cet homme ment ! Ou son ouïe le trompe !

Ne nous énervons pas. Voyons plutôt d'une oreille attentive (si l'on ose dire !) en quoi la note de 8 sur 20 reflète avec exactitude la prononciation régionale belge de douze adjectifs numériques cardinaux pris dans la liste des 20 premiers. (1)

Commençons par le chiffre **six**. Évoquons d'abord l'allongement inélégant que nos concitoyens font subir à la voyelle centrale /i/, si pure, si cristalline... quand sa prononciation brève est respectée. Pour suivre, disons un mot de la consonne finale /x/. Elle doit se prononcer [s] ou [z] selon que **six** est employé seul ou suivi d'un mot exigeant la liaison, mais pas l'inverse !

Exemples : *J'en ai six*. Prononciation correcte : [sis], et non [siz] ou [si:z] comme on l'entend trop souvent. (2)

J'ai six enfants. Prononciation correcte : [siz] en raison de la liaison avec le mot enfant qui commence par une voyelle, et non [sis], comme dans *six cents francs*.

Poursuivons par le chiffre **huit**, mot qui, quand il est prononcé par un Belge (qui ne se doute de rien !), déclenche l'hilarité chez nos amis français. Car pour le Belge moyen (et même cultivé), **huit** = "ouït". Pour lui, par exemple, *enfuir* et *enfouir* se prononcent de la même façon. Or [uit] et [wit] ne sont pas interchangeables. Cette faute de prononciation, qui consiste à réduire les deux semi-consonnes ([u] et [w]), proches sans doute mais différentes, en une seule ([w]), résulte d'une paresse articulatoire : la production du son [u] exige la projection des lèvres en avant, travail musculaire plus important que celui qui est nécessaire pour la production du son [w]. (À chacun de s'exercer à prononcer correctement [ui] dans les mots suivants : *lui, cuir, puis, ruine, suite, buisson, cuisson, etc.*, dans lesquels le premier son ressemble à un /u/ bref suivi immédiatement d'un /i/, et non un /w/ suivi d'un /i/).

Pour ce qui est du chiffre **dix**, il suffit de se reporter au chiffre **six** ci-dessus. Les mêmes remarques sont en tous points valables.

Onze, douze, treize, quatorze, quinze et seize souffrent de la même maladie endémique nationale : par paresse articula-

toire (un mal qui nous vient du néerlandais !), la consonne sonore finale [z] est fréquemment remplacée par la consonne sourde [s], considérée à tort comme équivalente. C'est ainsi que pour de nombreux Belges, il n'y a pas de différence de prononciation entre les mots figurant en **gras** dans les deux exemples suivants : *J'en achète onze* et *Une once d'or fin*. (Relire, à ce sujet, l'article des pages 12 et 13 paru dans *Wallonie-France* n° 69 de novembre/décembre 2006).

Dix-huit et **dix-neuf** relèvent de la même "économie d'effort" ou, plus justement, du même affadissement articulatoire, non pas de la consonne finale cette fois, mais de la consonne sonore intérieure /x/ prononcée fautivement [s] au lieu de [z]. Pour les amateurs de précision phonétique, la prononciation correcte de **dix-huit** et de **dix-neuf** est : [dizuit] et [diznoœf] (et non [disuit] ou [diswit], et [disnoœf]).

Nous en arrivons au dernier de la série, l'adjectif numéral **vingt**. Il y a quelques années encore, à peu près tout le monde, en Wallonie, prononçait correctement ce mot [ve] c'est-à-dire de la même façon que **vin, vain** ou **vainc**. C'était sans compter avec la RTBF qui, à longueur d'émissions et de bulletins d'informations en radio comme en télévision, nous distille un [vet] (terminé par un *t* bien sonore qu'il serait impardonnable d'oublier !) ou encore un [ve:t] surallongé et pesant (2). Sans doute cet adjectif numéral s'est-il jadis prononcé [vet] comme dans les mots **pinte** ou **sainte** (où le *e* muet final est maintenu pour indiquer qu'il faut prononcer la consonne précédente). Mais aujourd'hui, l'usage courant l'a rendu depuis longtemps homonyme du **vin** que l'on boit. Rappelons toutefois que le *t* final réapparaît dans la prononciation des nombres composés comme **vingt-deux, vingt-trois, etc.**, ce qui provient probablement de ce que l'on disait autrefois **vingt et deux, vingt et trois, etc.**, comme on dit encore **vingt et un** (les deux adjectifs numériques étant liés par la conjonction *et*).

Ces observations sur quelques particularités de la prononciation belge du français n'ont d'autre but, précisons-le, que d'attirer l'attention de nos concitoyens sur l'importance d'une prononciation correcte, c'est-à-dire aussi proche que possible d'une "prononciation étalon", d'une norme communément admise. Une langue, ne l'oublions pas, est un code de communication entre des individus et des groupes dispersés dans le temps et dans l'espace. Rien n'empêche quiconque, bien sûr, d'affecter ses propos d'une prononciation marquée localement — par amour ou fierté de son terroir, par volonté de se distinguer ou, tout simplement, pour s'exprimer dans son environnement habituel. (pensons, par exemple, à "l'accent canadien, méridional ou antillais" que nos oreilles nord-européennes ont du mal à décoder). Mais dans ce cas, il faut savoir que l'on s'écarte, voire que l'on se coupe du plus grand nombre ou que l'on s'expose — ce qui est tout aussi gênant — aux moqueries de son interlocuteur en raison d'une trop grande singularité.

Pierre Mélot

(1) Les signes entre [] font partie de l'alphabet phonétique international.

(2) En phonétique, le signe [:] qui suit une voyelle indique l'allongement de cette voyelle.



Quand l'amour filial se vit à deux niveaux...

L'histoire est une matière certes touffue, mais combien instructive ! Comment se fait-il, alors, que l'école — dont la mission consiste à instruire — réduise actuellement cette discipline à si peu de chose ? N'y aurait-il pas, comme par hasard, une question de gros sous à la base de cette anomalie ? En même temps qu'un coupable manque d'envie... d'instruire ? Les leçons de l'histoire, pourtant, nous permettent de comprendre notre vie présente et d'en infléchir le cours vers un avenir susceptible de mieux nous convenir. Un exemple. La question suivante — essentielle, mais jugée de peu d'importance par bon nombre de Wallons d'aujourd'hui — trouve sa réponse dans la connaissance de notre passé :

«Pourquoi (comme nous le révèlent les sondages d'opinion) le degré d'attachement à la Belgique est-il de loin supérieur chez les Wallons à ce qu'il est chez les Flamands?»

Pour en avoir une idée, remontons aux premiers temps de l'histoire du pays.

Est-il besoin de rappeler que l'État belge, né en 1830 de la séparation d'avec le royaume des Pays-Bas, une fois le néerlandais évacué, s'est constitué sur des bases quasi exclusivement francophones ? Que l'on considère la nouvelle royauté, le monde de la politique et de la diplomatie, l'administration, l'enseignement, l'industrie, le commerce, la médecine, le droit et la justice, l'armée, le clergé, la grande bourgeoisie et la noblesse, tous les postes clés de la société belge, du Nord au Sud du pays, étaient détenus par des personnes ayant en commun l'usage du français, qu'elles fussent flamandes (déjà majoritaires à cette époque), wallonnes ou bruxelloises. Même en littérature — domaine lié, par essence, à la langue d'un peuple — de grands noms flamands ont brillé... en français. C'est dire ! Souvenons-nous, pour comprendre cette exclusivité au profit du français, que l'enseignement supérieur n'a commencé à former les élites flaman-

des en langue néerlandaise (et encore, partiellement) qu'à partir de 1930, à l'université de Gand. Les dialectes flamands, quant à eux, peu structurés et très éparpillés, étaient relégués aux sphères domestique et agricole, à l'enseignement primaire et au bas clergé.

Comment un tel contraste, omniprésent dans la pratique des langues "nationales", a-t-il été vécu — c'est-à-dire accepté, subi ou combattu — en Wallonie et en Flandre depuis la naissance de l'État belge ? Chez les francophones de naissance (principalement les Wallons) : sans surprise, acceptation toute naturelle de cet état de choses puisque le français, certes mêlé de wallon, de picard ou de lorrain, était leur langue depuis le XIII^e siècle. Entre les Wallons des différentes régions de Belgique, la communication passait donc facilement. Et dans les rapports des francophones avec les néerlandophones (plus exactement les flamandophones), tout allait bien également puisque, dans l'ensemble, les Flamands "bien nés" et les autres néerlandophones de bonne volonté s'exprimaient, eux aussi, en français. Tout au plus étonnaient-ils par leur accent différent ou leurs propos parsemés de fautes et l'expressions curieuses, plutôt sympathiques d'ailleurs. Il n'y avait donc aucune raison de se tracasser ni de s'efforcer d'apprendre la langue de l'autre : où que l'on se trouvât en Belgique, on était toujours sûr, en tant que francophone, de pouvoir se comprendre dans une seule langue véhiculaire, le français. **Corollaire bien ancré (mais inexact) dans l'esprit des francophones : «La Belgique est notre pays car pratiquement tout le monde y parle volontiers le français.»**

Son de cloche très différent chez le citoyen flamand ! Dès le premier pas en dehors de son village chéri, de sa ville natale, les problèmes de compréhension commençaient : ou le dialecte n'était plus le même, ou le français s'imposait. Que faire alors, pour élargir son horizon social et surtout profession-

nel, sinon parler cette langue étrangère au plus vite et filer avec armes et bagages vers la Wallonie ou Bruxelles ? Car le Flamand aventureux ne l'était certes pas par envie de faire du tourisme. Son but premier — qui lui aurait jeté la pierre ? — était la recherche d'un gagne-pain sûr et plus rémunérateur que le chétif champ de pommes de terre familial ou l'emploi précaire de domestique au service du notable local. Le travail — toute la Flandre le savait — abondait dans les bassins industriels développés (et francophones...) de Wallonie et à Bruxelles. Son second objectif, si le premier était atteint, devenait alors accessible : s'élever dans l'échelle sociale belge. Pas étonnant, dans ces conditions, que l'on ait seriné pendant des décennies à tous les petits Flamands — dans la famille, à l'école, à l'église, partout : « Si tu n'apprends pas le français, tu ne seras rien ! » C'était cruellement vrai. Comme l'anglais aujourd'hui — et même plus intensément encore — le français était, pour le jeune Flamand d'alors, le sésame indispensable qui pouvait faire de lui "quelqu'un". En Flandre, on subissait donc la supériorité sociale et culturelle du français par nécessité et par intérêt. **Corollaire bien ancré (et exact) dans l'esprit des Flamands : «La Belgique n'est pas vraiment notre pays car la langue dominante n'y est pas la nôtre.»**

Cette situation de monopole détenu par la langue française (parlée tant par les classes aisées flamandes que wallonnes et bruxelloises !) devait nécessairement faire naître la frustration et déboucher un jour ou l'autre sur une réaction de réveil du "petit peuple flamand". Le combat commençait. Par un raccourci facile et soigneusement entretenu au plan politique, ce ressentiment flamand — d'origine autant sociale que linguistique — s'est mué assez largement en une antipathie, voire une animosité à l'égard de quiconque parlait français (curieusement, en Belgique uniquement !).

>>>

Dans la tête du citoyen flamand, deux équations en cascade se firent jour et y sont gravées pour longtemps : exploitation = francophone, et francophone = Wallon (à l'heure actuelle, le mot "parasitisme" a pris la place du mot "exploitation" dans la première équation). C'était oublier un peu vite la sujétion, surtout sociale et économique, dans laquelle le peuple flamand était maintenu par ses propres classes dirigeantes, en grande partie francophones, certes. C'était tenir pour rien également les mêmes conditions socio-économiques éprouvantes dans lesquelles se débattait la population laborieuse de Wallonie. Mais comment parler des misères d'autrui à un peuple lui-même en état de souffrance ? Le

temps passant et la démographie aidant, le profond et ancien complexe d'infériorité — probablement incurable — du peuple flamand vis-à-vis du français et des francophones s'est développé en une volonté acharnée de se faire reconnaître au plan culturel d'abord, de compter ensuite à due proportion dans la maîtrise de l'État belge et, finalement, d'accaparer les leviers du pouvoir afin d'exploiter au maximum sa supériorité numérique (présente dès l'origine de la Belgique, rappelons-le) et de s'assurer, comme par revanche, la suprématie politique et économique. Les choses en sont là aujourd'hui.

Ce rappel de nos origines "familiales" étant fait, on comprendra mieux que

l'amour "filial" des deux principales communautés du pays à l'égard de leur "parent" commun que constitue l'État belge ne se soit pas construit ni développé sur les mêmes bases affectives. Charnellement proche et accueillant pour les uns, l'État n'apparaissait et n'apparaît toujours, pour les autres, que comme un père adoptif imposé et distant. Que l'on veuille bien avoir à l'esprit cette zizanie "congénitale" avant de s'imaginer avoir compris quelque chose aux rapports que Wallons et Flamands entretiennent avec la Belgique. Et, surtout, avant de prendre, dans une espèce de consensus mou et stupide, de boiteuses décisions qui lieraient encore l'avenir des uns à celui des autres...

Oculus

Florilège frangloricain

Lexique des principaux anglicismes et de quelques termes techniques anglais courants



Wallonie-France

« Depuis qu'Étiemble a publié son célèbre Parlez-vous franglais ?, des voix se sont élevées de divers côtés pour dénoncer l'invasion de plus en plus massive de mots anglais dans la langue française et ce d'autant plus que de nombreux secteurs d'activité comme l'économie, les techniques de pointe, l'informatique et tant d'autres sont devenus "mondialisés" avec, comme corollaire, l'usage de l'anglais — ou plutôt de l'anglo-américain (que Jean-Paul Nerrière, dans Parlez globish, appelle l'angloricain) — comme langue véhiculaire dans tous les domaines ».

nous dit Rolland FERRIER, ex-traducteur à l'OTAN.

Son lexique des principaux anglicismes aidera sans aucun doute les défenseurs du français à démêler les pièges de l'envahissant "frangloricain".

Édité par Wallonie-France asbl, ce lexique (16 pages, broché, format A4) est disponible en versant 4,75 euros (frais de port compris) sur le compte 068-2271983-76 de Wallonie-France à 4130 Tilff.

Pour la France, et autres pays européens : 6 euros (port compris), paiement par chèque, adressé au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff, en précisant bien vos nom et adresse.

Préférez-vous être dissous ou dissolu ?

Il y a quelque temps, Monsieur B. F., professeur dans l'enseignement supérieur quelque part en France, participait à l'émission d'Yves Calvi, *C dans l'air*, sur la 5e. Par deux fois, il a employé "dissolu" pour "dissous" et, une fois, "dissolution" pour "débauche". On dit : le groupe a été dissous parce que son président menait une vie dissolue. Et : la dissolution du groupe a été prononcée parce que son président menait une vie de débauche. Autre exemple pêché par *Le Canard enchaîné* dans *Ouest France* (02.05.07) : « L'Entente risque d'être dissolue ». Une fois dissoute, ajoute *Le Canard*, l'association adoptera la position du démissionnaire. Débauché, va !



Le mensuel *Athena* de mai 2007 (1) nous apprend entre autres :

— **Pari gagné !** Le 2 avril, la rame TGV / V150 d'Alstom a atteint la vitesse de **574,8 km/h**. C'est un nouveau record mondial de vitesse. Pour partie *Made in Wallonia*, dit J.-Cl. Quintart, puisque Alstom / Charleroi a, par ses compétences électroniques, largement participé à ce succès, notamment par la mise au point de l'unité de contrôle pilotant le

convertisseur statique qui fournit l'énergie aux équipements de traction et de confort.

Charleroi, «une ville, qui avec des entreprises comme Alcatel, Nexans, Alstom, Sonaca, Caterpillar et d'autres s'inscrit parmi les grands pôles technologiques du monde industrialisé».

— **Progrès wallon** : le 6e programme-cadre européen de recherche et développement (20 millions d'euros) s'est étalé sur 4 ans. 92 entreprises wallonnes y ont participé contre 35 auparavant. 324 projets sélectionnés, notamment dans des secteurs de pointe (technique de l'informatique, aéronautique et espace, nanotechnologies et

sciences de la vie) ont permis d'apporter 23 millions d'euros à des entreprises et 37 millions aux universités (article d'Henri Dupuis).

— **Honneur bien mérité !** Yaël Nazé, Montoise d'origine, est ingénieur des communications, docteur en sciences et chercheuse au FNRS à l'Institut d'astrophysique de l'Université de Liège. Elle vient de recevoir le prix *Plume d'Or* (prix Jean Rostand) pour son dernier ouvrage, *L'astronomie au féminin*. Félicitations à cette surdouée !

(1) Abonnement gratuit sur demande : avenue Prince de Liège, 7, à 5100 Jambes. Tél. 081/33 56 02 - fax : 081/30 66 00.

«Les trois maux incurables de la Belgique» et le RWF

Dans un entretien accordé au *Soir* (26.05) à l'occasion de la parution d'un ouvrage qui lui est consacré (1), François Perin revient sur «les trois maux incurables» dont souffre la Belgique : 1) le nationalisme flamand, qui rend le fédéralisme belge «autodestructeur» ; 2) la partitocratie — «les partis n'existent que pour eux-mêmes», déplore l'ancien ministre des Réformes institutionnelles, et non pour des objectifs à atteindre ; 3) certains groupes syndicaux, corporatistes et irresponsables, prompts à déclencher des «grèves suicides» qui hypothèquent le redressement de la Wallonie.

Et Jean-Pierre Thiry, professeur émérite de sociologie, d'observer dans *Le Soir* du mardi 5 juin, que «pour les Flamands, leur nation n'est plus la Belgique, mais bien la Flandre». La stratégie séparatiste de leurs partis politiques, «consiste à engranger des avancées successives [...] tout en gardant en point de mire l'objectif de l'autonomie complète de la Flandre». Au contraire de leurs homologues flamands, les partis francophones, dont le PS, «s'aligne[nt] sur l'opinion publique dominante et vise[nt] des objectifs de pouvoir à court terme». Cette attitude «débouchera [...] sur des lendemains qui déchantent», prévient le sociologue. Voilà les Wallons et les Bruxellois avertis une fois de plus !

Toutefois, à en juger d'après les résultats des dernières élections fédérales, les Belges francophones ont ignoré cette mise en garde. En effet, force est de constater qu'ils n'ont guère accordé leurs voix au RWF, seul parti à ne pas faire preuve d'un «immobilisme frileux» quant à l'avenir, selon Jean-Pierre Thiry. Dès lors, François Perin aurait-il raison lorsqu'il affirme que «pour défendre [les] idées rattachistes, il faut un mouvement d'opinion. Pas un parti qui se présente aux élections et récolte peu de suffrages. C'est un exercice stérile !» Mais le RWF n'offre-t-il pas à la cause wallonne et française une caisse de résonance appréciable, autre que celle que pourrait lui offrir un mouvement d'opinion et que lui offrit jadis le MWRF ? Certes, les résultats électoraux du RWF, dont le progrès est ténu, sont décevants, mais derrière cette apparence, le travail des militants n'ouvre-t-il pas peu à peu les esprits ; la fleur n'en éclore-t-elle pas bientôt, à l'occasion de l'inévitable choc entre partis flamands — flamands et autonomistes —, et partis francophones — belges et unionistes ?

Boris Coune

(1) Jules Gheude, *L'incurable mal belge sous le scalpel de François Perin*, éditions Mols, 2007.

BRÈVE

Le débat entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy a rassemblé le soir du 2 mai un tiers des téléspectateurs en Belgique francophone, soit plus qu'un récent duel télévisé entre deux des principaux candidats au poste de Premier ministre après les législatives belges du 10 juin.

En Wallonie et à Bruxelles, quelque 318.000 téléspectateurs ont regardé la confrontation entre les deux finalistes

de la présidentielle française sur TF1, tandis que 178.000 autres choisissaient de la suivre sur Fr 2, selon des chiffres du Centre d'information sur les médias (CIM), cités jeudi par l'agence Belga.

Ce chiffre de pratiquement 500.000 téléspectateurs représente un taux d'audience de 33,7% chez les Belges francophones. Au cours de la même soirée, le match entre le Milan AC et Manchester United, diffusé par la

chaîne privée belge Club RTL, n'a rassemblé que 263.000 téléspectateurs, selon l'agence de presse belge.

Quant au débat inédit en Belgique entre le président du Parti socialiste francophone Elio Di Rupo et le chef de file des chrétiens-démocrates flamands Yves Leterme, tous deux candidats au poste de Premier ministre, il n'avait été suivi que par 296.000 téléspectateurs francophones le 21 avril, selon la même source.



Élection présidentielle

Billet d'ambiance

La dernière ligne droite promet-tait d'être époustouflante. Tout avait pourtant bien commencé à Lille pour Ségolène Royal, le jeudi 3 mai 2007. Ambiance électrique au Zénith. Beaucoup de jeunes. Le PS des Belges francophones s'était invité royale-

ment, si l'on peut dire. Ils venaient de Bruxelles, de Charleroi et de Liège en autocar. On avait bien fait les choses au PS : pour la modique somme de 10 euros, on avait droit non seulement au transport, mais encore aux boissons et aux sandwiches. On avait fait tellement bien les choses que, en arrivant à Lille, nous étions précédés par une intrigante BMW noire arborant une plaque d'immatriculation officielle P1. Mais quelle était cette mystérieuse silhouette que l'on apercevait à l'arrière de la berline ? Mais oui, c'était elle : Anne-Marie Lizin nous ouvrait le passage !

Au meeting, les artistes furent les premiers à prendre la parole. Renaud — qui donnait un concert un peu plus tard à Bruxelles — avait fait un crochet, le temps d'évoquer ses racines nordistes par son grand-père maternel qui était mineur. Juliette, plus soixante-huitarde que jamais, chanta François Villon. Se succédèrent alors les politiques : Pierre Mauroy — auquel, en passant, j'offris un exemplaire de *Wallonie-France* — Jacques Delors et sa fille Martine Aubry, Elio Di Ru-po, le nœud pap' en bataille, notre Présidente du Sénat, et Paul Rasmussen (président du groupe PS européen). Enfin, dans une ambiance "full sentimental" : SÉ-GO-LÈ-NE, qui balançait des « Mon trésor, c'est vououous ! » à un public au bord de la syncope... Bref, en sortant de cette fournaise, nul n'aurait pu affirmer qu'elle partait battue.

C'est seulement à partir du lendemain, vendredi 4 mai, que des analyses sondagières de plus en plus précises ont paru dans la presse à propos de sa prestation lors de son débat télévisé avec Nicolas. Ce fut probablement le tournant décisif de la campagne. À partir de là, tous les sondages allaient donner Nicolas Sarkozy vainqueur.

Paris, dimanche 6 mai. Je vais le matin rue d'Enghien (X^e arr.), quartier populaire bariolé et siège provisoire de la campagne électorale de l'UMP, afin d'obtenir une accréditation pour la salle Gaveau. On me dirige vers la rue de la Boétie (VIII^e), quartier beaucoup plus chic, où se trouve le siège permanent du parti. On me conseille de revenir à tout hasard à 17h, les dernières accréditations ayant été données jeudi. Mais sait-on jamais ?

Un peu avant 17h, on fait le siège devant la salle Gaveau pour obtenir un improbable sésame. Comme à Lille, encore beaucoup de jeunes, mais "style Auteuil-Neuilly-Passy". J'entre salle Gaveau à 18 h, mais il est clair que l'ambiance est dans la rue. Je sors et vais prendre un kir au café «La

Tribune». À ma droite, un "sage" des Pays baltes, qui a beaucoup voyagé, me dit en roulant les r : «Le communisme, c'est pire que le fascisme!» et de poursuivre : «Savez-vous ce que ça veut dire Bayrou en polonais ? C'est mentir, raconter n'importe quoi et tricher !» À ma gauche, des étudiants BCBG (Économie et Sciences po) pensent que je suis l'envoyé spécial de *La Repubblica* que je suis en train de lire. Je leur résume ma mission et leur présente *Wallonie-France*. Ça les intéresse. Tandis que fuse une première Marseillaise vers 18h15, ma voisine, dont le frère est salle Gaveau, reçoit un SMS donnant Ségolène à 54,56% et Sarkozy ... à 54,55% ...! Je lui dis que c'est mathématiquement impossible et lui demande de rappeler son frère pour confirmation. Pas moyen, toutes les lignes sont saturées. Partout des ballons bleus et des jeunes qui hurlent «Sarko Président!» quand il apparaît sur l'écran géant.



En fait, via Internet (surtout les réseaux belges et suisses), ils savent déjà que Nicolas Sarkozy est le prochain président de la République. On n'est plus à un meeting électoral. On est dans le "kop" de Boulogne du PSG ! Retentissent encore une Marseillaise et des cornes de brume. Sarko a-t-il encore marqué un but ? Arrêté un penalty ? Donné un coup de boule ? Et puis, il y a cet intrigant drapeau belge qui a frappé tous les esprits. En jouant des coudes, je parviens à leur demander qui ils sont. Réponse : ils (MR bruxellois et du Brabant wallon) ne veulent pas d'un rattachement à la France, mais que l'on applique une politique à la Sarko en Belgique. Je reviens à ma table. Geoffroy, 20 ans, à qui j'ai donné un numéro de *Wallonie-France*, a eu le temps de le feuilleter et me demande une dédicace ! J'improvise un «À Geoffroy en ce jour de rupture historique !».

19h : «ON A GA-GNÉ ! ON A GA-GNÉ !». 20 h : c'est la folie ! Tout le monde s'embrasse ! Les bouteilles de champ' circulent de main en main. Je fonce place de la Concorde. Même ambiance. 22h, à la station de métro Concorde, 4 gaillards à la mine patibulaire (blousons, capuches, genre "caillera") me toisent : je porte un costard-cravate, j'ai donc dû voter Sarko ! Je suis sauvé par l'arrivée inopinée et miraculeuse d'une vingtaine de jeunes filles qui chantent, en les narguant, «Sarko Président ! Sarko Président !» Ouf ! sauvé par le beau sexe ! Inespéré, non ?

Claudio Opasich,
envoyé spécial à Paris

«Cette Belgique dont les Flamands ne veulent plus»
titre *Marianne*, l'hebdo français en hausse (12-19.06).

«Yves Leterme, ce chrétien démocrate chef du gouvernement flamand, a beau jouer les modérés et faire le coup de la belgitude à tous les Wallons qu'il rencontre, personne n'est dupe», écrit l'envoyée spéciale Liliane Sichler, reprenant les mots du député Christian Van Eyken. Bon portrait en raccourci de l'influent ministre-président de Flandre dont le parti, allié au NVA républicain et indépendantiste, est sorti vainqueur des élections du 10 juin. Il peut compter encore sur le soutien sans faille des «grands patrons flamands qui militent depuis plusieurs années pour une partition de la Flandre», tel Remy Vermeiren, l'ancien banquier de la KBC, actuel président du club *In de Warande*. Infatigable combattant de la cause flamande, il proclame «qu'il faut arrêter de rafistoler ce pays tous les cinq ou huit ans (...) Il y a les Wallons, les Flamands et Bruxelles. Le reste est littérature».

Le même enfonce le clou en énumérant les différences de mentalité entre les deux communautés : des Flamands qui penchent à droite, et des Wallons plutôt centre gauche ; des Flamands qui aiment l'initiative privée et des Wallons dont «40 % travaillent pour le gouvernement fédéral» (sic) ; des Flamands qui préfèrent le médecin généraliste et des Wallons qui veulent aller à l'hôpital ! Autant marier l'huile et l'eau !

Certes, l'article n'apprendra rien de bien neuf aux lecteurs de *Wallonie-France*, mais il faut remercier L. Sichler d'avoir, en deux pages de texte (y compris une photo de Leterme flanqué du drapeau au lion noir), attiré l'attention de nombreux Français sur la situation réelle de leur petit voisin du nord. Des Français qui, trop souvent en sont restés à la Belgique d'Albert 1er comme l'a justement constaté François Perin.

J. L.



ÉCHOS DE FLANDRE

Juin 2007

**Des Flamands
parlent
aux Flamands**

Joël Goffin

Au lendemain du succès d'Yves Leterme, les éditorialistes flamands prédisent des lendemains difficiles au fondateur du prochain gouvernement. Voici les commentaires à chaud du 11 juin.

«Huit ans après l'éclatante victoire des partis de l'arc-en-ciel et le renvoi dans l'opposition de l'ex-CVP, ceux-ci sont punis par les électeurs d'une manière particulièrement sé-

vère. C'est la première leçon à tirer des élections du 10 juin», telle est la conclusion de Peter Vandermeersch dans le *Standaard*. «Hier, Yves Leterme a pu fêter avec assurance la victoire. À partir d'aujourd'hui, il est l'homme qui se trouve confronté au plus grand problème politique. Il doit maintenant concrétiser les attentes de sa population : une meilleure gouvernance, un agenda pour la justice, une nouvelle avancée dans la réforme de l'État. C'est pour cela qu'il a reçu un mandat clair de l'électeur. Les résultats l'ont rendu rien moins qu'incontournable, lui et son parti.» Un parti où, soit dit en passant, des hommes comme les frères Van Rompuy, Luc Van den Brande et Johan Sauwens, tous assoiffés de revanche, tiennent le haut du pavé. Sans compter les candidats de la NV-A qui ont réalisé des scores étonnants sur la liste commune, ce qui permet au CD&V de rester le plus grand parti de Flandre.

«La violette est donc battue à plate couture», écrit Peter De Backer dans *Het Nieuwsblad*. «Tout l'édifice de Guy Verhofstadt est réduit en poussière. Mais ce ne sont pas les libéraux mais bien les socialistes qui sont dans les cordes après l'upercut de droite de l'électeur flamand.»

«Yves Leterme est même plus populaire que Steve Stevaert à son sommet. Les cartes pour former un gouvernement sont difficiles. S'il réussit à mener la formation à bonnes fins, il aura le droit d'entrer au 16 rue de la Loi : il aurait déjà donné la preuve qu'il possède la stature d'un grand homme d'État».

Johan Van de Lanotte n'est pas parvenu à perturber la lutte, pour le leadership entre Guy Verhofstadt et Yves Leterme, remarque dans le *Morgen* : «La lutte à trois a tourné à un combat à deux et celui-ci a été remporté de manière convaincante par Leterme».

«Le Vlaams Belang recule. C'est la deuxième fois de suite que la magie des gains croissants dans les villes est rompue. Ces élections ont mis fin à une série ininterrompue de dimanches noirs. Un des éléments de cette réalité doit être attribué à la *Lijst Dedecker*». Ce populiste wallophone, en réalité le prototype du Flamand moyen sûr de son ardeur au travail et convaincu de la médiocrité de son voisin, se révélera un jour bien plus dangereux que le *Belang*, ajouterai-je, dans la mesure où il ne fait pas l'objet d'un cordon sanitaire et que dès lors il est plus fréquentable. Il est étonnant de remarquer que le judoka remporte 200.000 voix alors que la perte du *Belang* est équivalente... Si Leterme ne réussit pas, Dedecker sera un jour candidat au leadership en Flandre.

«Les vainqueurs flamands du CD&V veulent une «réforme moderne de l'État», quoi que cela puisse signifier», écrit Luc Van Der Kelen dans le *Laatste Nieuws*. «Sur le papier, cela semble clair. En pratique, beaucoup moins. Yves Leterme est arrivé en vainqueur au sommet du Mont Ventoux. Mais désormais c'est l'Alpe d'Huez qui l'attend. Il doit négocier avec un partenaire qui, en principe, n'est pas demandeur».

«Leterme a reçu un mandat très clair», constate Paul Geudens (*Gazet van Antwerpen*). «Mais la formation d'un gouvernement sera extrêmement ardue. Il doit négocier avec des gens qui dimanche soir ont subi un grave traumatisme. >>>

La formation du prochain gouvernement peut durer longtemps».

«Leterme a évité hier, dans son discours de remerciement, toute allusion politique», remarque Frank Demets dans le *Tijd*. «Sauf quand il s'est référé, à trois reprises, à son programme de réforme de l'État. Une réforme de l'État socio-économique qui, entre autres, scinderait le marché de l'emploi, est déjà inscrite tout en haut de l'agenda du cartel CD&V-N-VA».

«Et ce point de l'agenda a d'énormes conséquences pour le gouvernement qui dans les prochaines semaines devra être formé. Une réforme de l'État exige une majorité des deux tiers et au moins une majorité des deux côtés de la frontière linguistique. Et pour ce type de gouvernement, Leterme a besoin, malgré sa victoire électorale, du SP.A-Spirit et de l'Open-VLD. Et en Wallonie, il doit prendre dans son équipe aussi bien le PS, le MR que le CDH».

Eric Donckler (*Belang van Limburg*) met en exergue les piètres résultats du SP.A-Spirit : «Qu'il s'agisse ici d'un effet Stevaert inversé, est manifeste. Les élections de 2003 à la Chambre et au Sénat étaient celles de Steve Stevaert avec ses 130.339 voix de préférence au Limbourg et ses 581.743 au Sénat dans toute la Flandre. Steve Stevaert n'est plus là, le SP.A le paie cash en Flandre et tout particulièrement au Limbourg».

Mais sur ce point précis le rédacteur en chef limbourgeois se trompe peut-être. Et si les Flamands avaient tout simplement voulu punir le PS des affaires, voire les Wallons eux-mêmes, en se défoulant sur l'alter ego flamand de Di Rupo ?

Une chose est claire, après ce scrutin : nos idées vont plus que jamais dans le sens de l'Histoire !



En ce temps là, revenu en hâte d'Eurutopia, le célèbre alchimiste Ludovicus Belgicanus cherchait la potion magique qui devait sauver sa chère Belgique (dessin d'époque, coll. particulière)



ÉPINGLE DANS LA PRESSE

Belgique/België for ever ?

C'est le samedi 21 avril que le couple *De Soir/Le Standaard* achève sa lune de miel. L'union fut parfaite, du moins sur le papier ! Pendant un mois entier, les lecteurs de ces quotidiens ont été abreuvés jusqu'à plus soif d'opinions optimistes, "d'avis autorisés" et de témoignages "fraternels" tendant à prouver, une fois pour toutes, que les Belges, Flamands et Wallons confondus, se rassemblent dans un pur amour de leur commun pays. Plus Belge qu'eux, tu meurs !

Et patatras ! voilà que toute cette laborieuse compilation est mise à mal par un dernier "papier" signé Nicolas Crousse. Ce journaliste du service culturel du *Soir* — on n'est jamais trahi que par les siens — vient de pondre un livre iconoclaste intitulé *Le complexe belge* (1).

Dans *Le Soir* du 21 avril donc, N. Crousse nous fait ce constat brutal : **Le vrai canular ? C'est la Belgique !**

Et d'ajouter avec le sourire — on l'imagine ! — que la Belgique n'a pu trépasser le 13 décembre 2006 pour la bonne raison qu'elle n'a jamais été qu'«une illusion d'optique», un mensonge de 176 ans. «Aussi, quand l'heure viendra de l'avis de décès officiel (l'heure approche), il ne faudra pas s'attarder à célébrer la mort... de ce qui n'a jamais existé» !

Née du refus de l'impérialisme hollandais, la Belgique n'a vécu que sur les différences de langues et de cultures.

«L'opération Nord-Sud (*Soir, Standaard et RTBF*)» est, pour N. Crousse, le terrible aveu «que nous ne sommes plus liés aujourd'hui que par des artifices, un vieil affectif passéiste et la peur de lendemains en forme de solitude». L'État belge n'est rien d'autre qu'«un chapitre de l'histoire de nos régions». Rien de plus... «en attendant autre chose» !

Nos lecteurs, eux, ont choisi : cet «autre chose» sera l'union avec la République française. Félicitons quand même *Le Soir* d'avoir terminé sa longue enquête «à la belge», c'est-à-dire de manière surréaliste. Le Palais ne le remercie plus.

(1) éd. Anabet, 9,80 euros.

Fédéralisme en panne

Dans une carte blanche (*Le Soir*, 18.04), l'ambassadeur honoraire Pierre van Haute reconnaît que «le fédéralisme "à la belge" ne fonctionne pas». Quarante années d'incessantes réformes n'ont rien résolu. Que faire alors ? Eh bien !, conseille-t-il, parce que les Belges sont viscéralement attachés à leur petit terroir, il faut en venir à un fédéralisme basé sur «les anciennes provinces» (?), c'est-à-dire sur «neuf États» (huit unilingues et un Brabant bilingue). Ce système permettrait à la majorité flamande de s'exprimer «au sein de la 1^{re} Chambre élue par l'ensemble du pays»; et une 2^e assemblée, composée d'un nombre égal de représentants de chaque État, équilibrerait l'ensemble.

C'était déjà, rappelle M. van Haute, ce que préconisait >>>

Paul van Zeeland avant guerre. L'idée avait d'ailleurs été reprise par le PSC dans les années '70. Réaliste, l'ancien ambassadeur est conscient du fait que «ce changement de cap radical (implique) un immense effort de vulgarisation». En effet, il faudrait détruire "rez pied rez terre" tout ce qui a été péniblement construit et repartir à zéro. Difficile à croire ! Ce projet, qui veut préparer l'avenir, ressuscite en fait les États-belgiques-unis, sorte d'éphémère État confédéral formé en janvier 1790, mais sans le Pays de Liège.

Un Anschluss bis ?

Dans *Le Soir* (22.04), Charles Picqué s'inquiète du sort de Bruxelles lorsqu'il épingle «certains Flamands, ceux tentés par le démantèlement du pays». Pour le ministre-président bruxellois, «il est difficile d'arriver à cela sans régler avant le cas de Bruxelles. Qui reste l'obstacle !» Incrédule, David Coppi le pousse à préciser sa pensée. Non, je n'exagère pas, répond M. Picqué, au vu des «attaques incendiaires qui confinent à l'insulte», lues dans la presse flamande. Il rappelle que les séparatistes (NVA et *Spirit*) ont une grande influence. La preuve : la mauvaise volonté mise à résoudre les vols de nuit au-dessus de Bruxelles. Sans compter le ralliement d'une partie du patronat flamand aux «aventuriers institutionnels». Ils jugent tous que les Bruxellois sont incapables de gérer leur ville, d'où le rêve d'Yves Leterme de mettre Bruxelles sous tutelle. M. Ch. Piqué entend bien contre-attaquer en réclamant des moyens financiers accrus et agrandir le territoire de la Région centrale. Élargir Bruxelles, c'est un *Anschluss bis*, disent des Flamands oubliant que la capitale leur profite aussi. Bref, le "patron" bruxellois n'est guère optimiste. On le comprend.

Que cela plaise...

...ou non, rappelle le professeur Jean-Luc de Meulemeester (ULB) dans *La Libre* (04.05), «il existe en Flandre un mouvement minoritaire mais puissant qui souhaite à terme une nation flamande avec Bruxelles comme capitale». Une capitale évidemment vouée à la langue flamande !

Mais comment y arriver ? Un bon moyen est, selon un sociologue de la VUB (*Vrije Universiteit Brussel*), d'augmenter de manière substantielle le financement des écoles flamandes afin d'attirer les nouveaux migrants (ndlr : à noter que c'est l'exacte position de Brigitte Grouwels, secrétaire d'État CD&V à la Région bruxelloise). On encouragera encore mais provisoirement le "multiculturalisme" afin de réduire d'autant l'importance du français.

Le *Standaard* (25.04), belge pendant un mois par sa complicité avec *Le Soir*, s'est rattrapé en publiant un appel signé par des «flamingants de gauche» (*linkse Vlaamsegezinden*). Dans ce brûlot, les signataires insistent sur la gestion inefficace de Bruxelles et comparent celle-ci «avec la Communauté germanophone intégrée en Région wallonne même si, précise M. de Meulemeester, les auteurs oublient un peu vite le désir de nos compatriotes germanophones de constituer une région à part entière».

Et si, par hypothèse, la Flandre parvenait à absorber Bruxelles ? Alors, il n'y aurait plus d'obstacle sérieux à la scission du pays : «la Flandre pourrait se présenter comme État >>>

successeur de la Belgique, tandis que la Wallonie pourrait être rattachée à la France». Ainsi, le nombre d'États formant l'Union européenne resterait inchangé. Tout le monde, il est gagnant !

Mais y a-t-il un risque que Bruxelles redevienne flamande ? Il ne faut pas le sous-estimer, conclut le professeur, car le fait que «le français demeure lingua franca n'écarte pas nécessairement la possibilité d'un scénario où elle deviendrait la capitale d'une République de Flandre» dans laquelle les francophones verraient leurs jours comptés ! Oui, Bruxelles est bien la Jérusalem des flamingants qu'ils soient de droite ou de gauche. Hosanna !

Vous avez dit "État impartial" ?

«Lors de la campagne présidentielle française, les candidats se sont régulièrement interrogés sur le fonctionnement de l'État, constate Michel Legrand dans son édito de *Diagnostic*, mai 2007 (1), et ont fait référence à la notion d'État impartial pour mettre fin au copinage et aux passe-droits. En Belgique, cette exigence ne figure guère dans les programmes des partis et aucun acteur politique traditionnel ne la met en avant. Serait-ce parce que l'État belge est un modèle ? Évidemment non ! Dans le pays de la politisation systématique des services publics, l'État impartial fait peur et particulièrement aux partis politiques traditionnels qui érigent l'État partial en règle de gouvernement».

Pertinente entrée en matière parce que l'État impartial (et idéal ?) ne tolérerait pas la politisation effrénée des services publics qui s'étend jusqu'au Conseil d'État, juridiction dite de contrôle mais chasse gardée des trois partis traditionnels (2). Il existe encore un terrain où s'exerce impunément le jeu de la participatie : celui des élections.

Alors qu'en matière électorale, la République française observe le principe d'égalité et d'impartialité, ce qui permet aux "petits candidats" d'exprimer leurs idées, on voit que la règle en vigueur dans le "plat pays" est d'une parfaite simplicité : «Le temps de parole est réparti entre les partis au pouvoir et en proportion de leur représentation dans l'assemblée sortante». Et les petits partis ? Ils ont quelques miettes par pure charité !

Mais laissons à M. Legrand le soin de conclure :

«On le voit, la Belgique est loin de réunir les exigences d'un État impartial, que ce soit dans le recrutement de la fonction publique, dans les services rendus aux usagers, dans la composition des juridictions ou encore dans le déroulement des campagnes électorales confisquées. Le pire, c'est que les citoyens ne paraissent pas s'en rendre compte et continuent de se contenter de la situation actuelle sans la remettre en question, (ndlr : souligné par nous) alors que l'État impartial est intimement lié à la qualité de la démocratie».

Tout est dit.

(1) Organe du GERFA: avenue du Pont de Luttre, 137 - 1190 Bruxelles - tél. 02/344 04 73.

(2) Sur 25 conseillers francophones présents et à nommer, le PS en aura 10, le MR, 9 et le CDH, 6.

Contraste

Le Soir (12-13.05.07) a publié côte à côte deux bilans contrastés. Le premier, signé Martine Vandemeulebroucke, >>>

expose le grand *satisfecit* que se sont accordé les ministres PS pour leur action gouvernementale.

De Laurette Onkelinx, heureuse d'avoir notamment réduit l'arriéré judiciaire, à Didier Donfut pour lequel la Belgique ne cesse de contribuer à la consolidation de l'Europe, en passant par André Flahaut, brave chef d'une armée modernisée, le bon peuple, ébloui, n'a vu à l'œuvre que des gestionnaires de haute qualité et non «des prédateurs des moyens budgétaires» (selon Rudy Demotte).

La modestie naturelle des ministres les a quand même poussés à reconnaître qu'il y a eu «quelques flops». Hélas ! la perfection n'est pas de ce monde !

En effet, puisque le second article, dû à Hugues Danze, révèle que, selon l'Union des villes et communes de Wallonie, «les communes wallonnes sont au bord de la faillite». Bigre ! Et qui nous jette ce désolant constat à la figure ? Paul Furlan en personne, c'est-à-dire le président PS de l'UVCW, qui précise qu'«en termes d'écoute par rapport à nos revendications, le fédéral est sans doute le niveau de pouvoir le plus hermétique. La plupart du temps, il nous ignore superbement».

Donc, tout (ou presque) baigne dans l'huile au sommet et plus rien ne va à la base. S.v.p., camarades, accordez vos violons !

Les petits gâtés

En septembre, les écoles flamandes recevront 45 euros supplémentaires par an et par élève pour l'achat de manuels et fournitures diverses. En Communauté française, la dotation par élève (elle ne dépasse pas la 4^e année primaire) se montera à 8 euros par an.

En Flandre, chaque établissement utilise librement l'argent reçu. Côté francophone, l'école doit avancer l'argent nécessaire aux achats, puis attendre le remboursement pour autant que les manuels soient agréés par le pouvoir organisateur.

Moralité : le petit Belge flamand vaut 5,6 fois plus que le petit Belge de langue française. Vive la Belgique duale !

Les bijoux de famille (suite)

Dans sa livraison de mai, *Wallonie-France* attirait l'attention sur le danger de voir scinder les grands établissements culturels fédéraux. Fin mai, un coup d'arrêt aux menaces flamandes vient d'être marqué par le conseil fédéral de la politique scientifique, regroupant les délégués des deux communautés. À l'unanimité, il s'est opposé à tout changement. Il déplore cependant le désintérêt du gouvernement et, en conséquence, le manque de moyens financiers mis à sa disposition. En d'autres mots, si demain la Flandre politique coupe les vivres, que restera-t-il de cette belle concorde ? Deux petits grincements à signaler :

— on remarquera que la collection Janssen (actuellement en dépôt au musée du Cinquantenaire) demeure la propriété de la Région flamande. Celle-ci entendrait la loger à Anvers, peut-être au futur musée d'Histoire de la ville ;

— en riposte (?), la Région wallonne semble bien décidée à reprendre les meubles de l'architecte et décorateur Victor Horta (1861-1947) pour les exposer dans un musée wallon.

Le Lion n'aime plus l'Orange

«Des "cousins" qui s'éloignent», remarque Jan De Troyer, rédacteur en chef de *TV Brussel* dans *La Libre* (29.05) à propos des Néerlandais et des Flamands qui se boudent en dépit de la signature de plusieurs traités de coopération culturelle. La perception néerlandaise de la Flandre devient négative à cause du racisme ambiant. À l'inverse, la grande admiration que portait l'intelligentsia flamande aux Pays-Bas pendant les années '70 est bien passée de mode.

«On ne parle plus la même langue, la version officielle de la langue néerlandaise (*Algemeen Beschaafd Nederlands*) est de plus en plus abandonnée... au point que les séries télévisées sont sous-titrées ! Non seulement les Néerlandais et les Flamands s'ignorent mais, constate De Troyer, les uns et les autres se tournent vers la France, notamment en se passionnant pour la récente élection présidentielle — et sans doute aussi pour le bon vin !.

Nous, à *Wallonie-France*, ne voyons qu'une seule explication à ce désamour : le Mouvement flamand, absorbé tout entier par son combat de libération, a vite compris qu'il ne pouvait compter sur aucune aide des Néerlandais, ni même sur leur compréhension. D'où l'indifférence, voire l'aversion entre «cousins» germains.

Du côté du RWF

C'est au Sénat que le RWF a réalisé son meilleur résultat en passant de 27.424 à 32.094 voix (+ 14,55%).

Épinglons les bons scores (plus de 1.000 voix de préférence) de 5 candidats :

M. Paul-Henry Gendebien : 6.262,

Mme Lise Thiry : 2.138,

M. Jean-Sébastien Jamar : 1.206,

M. René Swennen : 1.122,

Mme Liliane Dehaybe : 1.012.

Jacques Liénard

«Minuit moins une», foin d'illusions

Analysant les votes des législatives, Dorothée Klein, rédactrice en chef du *Vif.L'Express* (15.06) rejoint très tardivement mais logiquement Jules Destrée dans son éditto : «Il ne s'agit plus de se bercer d'illusions. Il n'y a plus de Belges. Seulement deux peuples. (...) Les résultats des élections ont été détonants (...) Le ministre-président flamand a été sacré roi de Flandre. Futur Premier ministre ? l'homme qui a ridiculisé les Francophones "qui ne sont pas en état intellectuel d'appréhender le néerlandais" ? Principal interlocuteur du roi, celui qui se soucie de la Belgique comme d'une guigne ? ("la Belgique n'est pas une valeur en soi") Leterme a fait ses premières déclarations devant... les drapeaux nationalistes flamands (...) "Bye-bye Belgium", ce n'est peut-être plus une fiction. (...) Au Nord, les gagnants sont ceux qui ont affiché un profil nationaliste décomplexé (...) Le rapport de force est disproportionné, à l'avantage des Flamands. Ils sont plus nombreux et plus riches. Depuis des générations, ils souffrent d'un complexe d'infériorité (...)»

Les responsables francophones doivent ouvrir les yeux de leur opinion publique sur une évidence : le ressentiment des Flamands ne fait que croître. (...) Dans deux ans, au >>>

prochain scrutin régional, la progression du vote nationaliste flamand pourrait être encore plus spectaculaire. Si, d'ici-là, la Belgique n'a pas implosé».

Vote populaire, situation inédite

Vincent de Coorebyter, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), en fait la démonstration dans le même *Vif/L'Ex-press* :

«Pour la première fois, l'arithmétique postélectorale peut mener à la fin de la Belgique». Relevons : «Ensemble, au Parlement "belge" (en quoi l'est-il ?), le cartel CD&Vlaams/N-VA et le Vlaams Belang obtiennent 47 sièges, soit davantage de sièges que tous les autres partis flamands réunis (41 sièges) ! (...) Pas de majorité possible, donc, sans les "chrétiens" flamands (confédéralistes) et leurs alliés séparatistes de la N-VA. On se trouve devant une situation inédite : une formation qui veut la fin de la Belgique est un des pivots de la future coalition (...)

Les électeurs flamands ont renforcé les partis qui défendent les objectifs confédéralistes ou séparatistes. (...) Mais, du côté francophone, si on se veut cohérent, personne ne peut céder devant les Flamands. (...) On risque donc de ne pas pouvoir former de gouvernement fédéral. Et on ne peut exclure que les indépendantistes flamands en profitent pour déclarer qu'il est devenu impossible de gouverner la Belgique et qu'il faut la liquider, solder les comptes. On vivrait alors chez nous le scénario tchécoslovaque.» Décidément, la force des réalités devient irrésistible.

Une fierté française

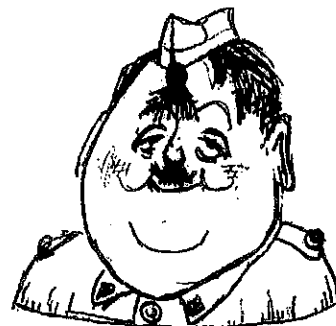
Le drapeau bleu-blanc-rouge faisait toute la couverture de *La Libre* des deux week-ends précédant l'élection présidentielle. Il brillait comme un présage historique...

Puis, le 18 mai, paraissait, dans le même journal, le portrait d'Anne-Rosine Delbart, 4e candidate au Sénat sur la liste RWF, et chargée de cours à l'Université de Bruxelles. Épouse du professeur Marc Wilmet, elle répondait à quelques questions souvent posées : «La France républicaine et laïque est synonyme d'une certaine fierté qu'il faudrait rendre aux francophones de Wallonie et de Bruxelles. (...) Un récent sondage avait montré que 43% des francophones opteraient en tout état de cause pour la France, si la Flandre prenait seule son envol» (dans une Belgique de plus en plus scindée socio-économiquement et fiscalement). «Reste que les adversaires du rattachisme arguent que la France n'estimerait guère "les pièces rapportées". Il n'y a vraiment pas de raison de nous mépriser, d'autant plus que nous apporterions aussi d'autres richesses culturelles et la France se rendrait rapidement compte que nous sommes en quête d'une nation qui nous rendrait fiers de notre langue et de notre culture. Aujourd'hui, on en est loin puisque tous les grands postes à responsabilité belges sont entre les mains des Flamands !» Et le journaliste Christian Laporte conclut son interview comme suit : «À terme, ses idées pourraient s'imposer. En somme, son seul tort serait d'avoir raison trop tôt». Eh oui !

Marc De Middeleer

L'armée en questions

L'impayable André Flahaut, général en chef des zozos de la politique belge, a lancé une enquête dans son armée "humanitaire" pour y combattre l'extrémisme, le racisme, la xénophobie et l'homophobie.



Motif ? Y déjouer d'éventuels complots d'extrême droite. Soit. Mais son questionnaire, par ailleurs naïvement conçu (on ne refait pas le personnage !) comporte l'examen de l'opinion des militaires sur la monarchie. Autrement dit, être républicain quand on porte leur uniforme rend passible de l'épuration. Et le PS laisse faire ! Il est vrai que, comme farouche défenseur du trône, on ne fait pas mieux que son président.

Entretiens, l'armée "humanitaire" du ministre de la non-Défense a reçu mission de combattre un ennemi à sa taille : les chenilles processionnaires qui ont envahi le Limbourg. Puisse-t-elle ne jamais livrer d'autres guerres, car elle n'est vraiment plus faite pour de vrais combats ! L'incident rappelle une autre carence de l'appareil d'État : la protection civile est au plus bas de sa forme. Chez ces gens-là, Monsieur, on ne pense pas... On est en Belgique !

Ce n'est pas M. Di Rupo qui reprochera à M. Sarkozy d'avoir passé un congé de détente aux frais du milliardaire Vincent Bolloré. Lui, s'il faut en croire des indiscrets (cf. *Le Soir*, 12-13.05), s'est fait offrir 15 jours de vacances de "maharajah" en Inde par M. Lakshmi Mittal. Damné peut-être, mais pas sur terre !

Jacques Rogissart

Solutions des jeux de la p. 13 : 1 - A / 2 - B / 3 - C.

Mots croisés du n° 72 - Les impressionnistes

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	I	M	P	R	E	S	S	I	O	N		A	I
II	S	O	L	E	I	L		L	E	V	A	N	T
III		N	O	N	N	E	S		T		B	A	T
IV	D	E	C	O		V	A	L	A	D	O	N	
V	E	T		I	U	O	N	I		U	M	A	R
VI	G		M	R		G		N	A	B	I	S	
VII	A	S	A		S	T	I	E	N	O	N		D
VIII	S	E	N	A	T		M			T	U	E	R
IX		R	E	D	E	F	I	N	I	R		H	U
X	C	U	T		R	O	T	I		G	L	U	B
XI	Q	S		M	O	R	A	L	E		A	M	I
XII	R	I	G	O	L	A	I		L	E	V		G
XIII	O	E	I	L		I	S	E	O		A	D	N
XIV	T	R	A	Y	O	N		S	I	S	L	E	Y

Wallonie-France

Rédaction:

49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. + fax: 04 253 26 47

Rédacteur en chef: Jacques LIÉNARD

Secrétaire de rédaction:

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

Secrétaire adjoint: Boris COUNE

Composition et mise en page:

Monique WESMAEL

Trésorier: Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 20 90.

Éditeur responsable:

Jacques-Yves CHARLIER,

34, rue de la Baume,

4470 St-Georges s/Meuse

Tél. + fax: 04 275 36 20

GSM: 0477 29 63 24.

Correspondant en France:

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac

Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de

Mme Edwina FASTREZ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,

Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,

Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,

Paul DURIEUX, Joël GOFFIN,

Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET,

Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,

Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON,

Pierre MÉLOT, OCULUS,

Claudio OPASSICH, André PATRIS,

Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,

Jacques ROGISSART, Eric SMETS,

Marc SUTTOR, René SWENNEN.

Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,

sénateur honoraire,

Robert COLLIGNON,

ancien président du Parlement wallon,

Philippe DETROZ, professeur,

Albert SALON,

ancien ambassadeur de France

président du Forum francophone

international (FFI)

et de l'Avenir de la langue française,

Dr Jean-Pierre LEVEQ, ancien député,

André PATRIS, directeur honoraire de la

Maison de la Francité,

Roger PINON,

professeur d'école normale e.r.,

Me René SWENNEN, écrivain et avocat

aux barreaux de Liège et de Paris.

Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné:

rue n°

code postal. localité.

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous:

Mme, Mlle, M.

rue n°

code postal. localité.

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: Signature:

Abonnement

	Belgique		France et Europe	
simple	17,00	euros	19,50	euros
soutien:	22,00	euros	24,50	euros
étudiant, chômeur:	8,00	euros	10,50	euros

À verser au compte 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.